



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Février 2025

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 1 629 482,60\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 20 mars 2025

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

**Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Février 2025

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le dixième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout onze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 4 février 2025 et le 27 février 2025.

This publication is also available in English under the title: Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - February 2025

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :

CP12-4E-PDF (Rapport final en anglais)

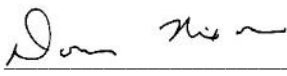
ISSN 2816-9360

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2025

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque ainsi que dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent aucune information portant sur les intentions de vote électorales, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 20 mars 2025

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	5
Introduction	5
Méthodologie.....	6
Principales constatations	8
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	9
Relations Canada–États-Unis (tous les lieux)	9
Tarifs (tous les lieux)	9
Commerce intérieur (résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur)	14
Acheter canadien (leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec).....	15
Mesures en matière de sécurité frontalière (résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta)	16
Dépenses en matière de défense nationale (résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta)	17
Banques américaines au Canada (Alberta)	18
Discussions sur les réseaux sociaux (leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie).....	19
Résultats détaillés.....	20
Chronologie des annonces en février 2025.....	21
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	25
Relations Canada–États-Unis (tous les lieux)	26
Tarifs (tous les lieux)	27
Tarifs sur l'acier et l'aluminium (résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, particuliers résidant au Canada atlantique, au Québec, en Saskatchewan et au Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec)	28
Réponse globale aux tarifs (tous les lieux).....	31

Contre-mesures tarifaires potentielles (travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec).....	35
Commerce intérieur (résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur)	39
Acheter canadien (leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec).....	41
Mesures en matière de sécurité frontalière (Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta)	42
Dépenses en matière de défense nationale (résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta)	43
Banques américaines au Canada (Alberta)	45
Discussions sur les réseaux sociaux (leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie).....	46
Annexes	48
Annexe A - Questionnaires de recrutement	49
Questionnaire de recrutement français.....	50
Questionnaire de recrutement anglais.....	59
Annexe B – Guides du modérateur.....	74
Guide du modérateur français	75
Guide du modérateur anglais.....	94

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser aux points de vue des Canadiennes et des Canadiens ainsi qu'à leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP demeure au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de onze groupes de discussion en ligne menés entre le 4 février 2025 et le 27 février 2025, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

La recherche pour ce cycle a porté sur un éventail de sujets clés en lien avec le gouvernement du Canada et ses politiques ainsi qu'avec des enjeux économiques et sociaux d'actualité. Les discussions de ce cycle ont principalement porté sur les relations entre le Canada et les États-Unis, et notamment sur les réactions aux récents tarifs douaniers proposés par les États-Unis sur les importations canadiennes, la sécurité de la frontière canado-américaine ainsi que sur les dépenses du Canada en matière de défense.

Certains groupes ont en outre abordé d'autres préoccupations liées à cette question, dont l'activité des banques américaines au Canada, les discussions sur les réseaux sociaux au sujet des relations Canada-États-Unis ainsi que les mesures à prendre pour faire face à d'éventuels tarifs douaniers et notamment pour réduire les obstacles au commerce intérieur et promouvoir la stratégie « Achetez canadien ».

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Groupes cibles :

- Résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes se sont focalisés sur des cohortes précises de la population, dont les particuliers pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, les particuliers vivant d'un chèque de paye à l'autre, les travailleurs employés dans des secteurs liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières, les particuliers pour qui les relations entre le Canada et les États-Unis constituent une priorité, les leaders d'opinion influents sur les réseaux sociaux en matière de commerce et d'économie, ainsi que les propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation.

Approche détaillée

- Onze groupes de discussion ont été menés dans diverses régions du Canada.

- Quatre groupes de discussion ont été menés parmi les membres de la population générale résidant en Alberta, Colombie-Britannique (C.-B.), au Québec, au Canada atlantique.
- Les sept autres groupes de discussion ont été menés parmi des sous-groupes clés de la population, à savoir :
 - Des participants résidant en Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur;
 - Des particuliers vivant d'un chèque de paye à l'autre résidant dans les Prairies;
 - Des travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien;
 - Des particuliers résidant au Canada atlantique, au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan pour qui les relations Canada-États-Unis sont un enjeu majeur;
 - Des travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières;
 - Des propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation;
 - Des travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec.
- Les deux groupes de discussion composés de participants du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- En raison des élections provinciales en Ontario qui se déroulent concurremment avec ce cycle de production de rapports, aucun groupe de discussion ne s'est tenu en Ontario dans le cadre du présent rapport.
- Toutes les discussions de groupe pour ce cycle se sont tenues en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit participants.
- Dans tous les lieux, 85 participants au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Nouvelle-Écosse	1	ANGLAIS	Mardi 4 février	17 h à 19 h	L'économie comme enjeu majeur	7
Alberta	2	ANGLAIS	Jeudi 6 février	20 h à 22 h	Population générale	8
Colombie-Britannique	3	ANGLAIS	Mardi 11 février	21 h à 23 h	Population générale	6
Prairies	4	ANGLAIS	Mercredi 12 févri er	20 h à 22 h	Personnes vivant d'un chèque de paye à l'autre	8

Québec	5	FRANÇAIS	Mardi 13 février	18 h à 20 h	Faible à moyen revenu	8
Canada atlantique	6	ANGLAIS	Mardi 18 février	17 h à 19 h	Population générale	8
Ouest canadien	7	ANGLAIS	Mercredi 19 février	20 h à 22 h	Travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières	8
Canada atlantique, Québec, Manitoba, Saskatchewan	8	ANGLAIS	Mardi 20 février	18 h à 20 h	Les relations Canada–États-Unis comme enjeu majeur	8
National	9	ANGLAIS	Mardi 25 février	20 h à 22 h	Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux	8
National	10	ANGLAIS	Mercredi 26 février	19 h à 21 h	Propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation.	8
Québec	11	FRANÇAIS	Mardi 27 février	18 h à 20 h	Travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières	8
Nombre total de participants						85

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un large éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont les discussions en cours entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux au sujet des mesures pouvant être prises en réponse à l'imposition de tarifs douaniers proposée par les États-Unis sur des produits canadiens, l'annonce d'un investissement de 1,3 milliard de dollars pour renforcer la sécurité à la frontière canado-américaine et l'annonce selon laquelle le gouvernement fédéral investira dans le développement d'un réseau ferroviaire à grande vitesse dans le corridor Toronto-Québec. Les participants ont également rappelé la participation du premier ministre et d'autres fonctionnaires au Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle (IA) à Paris, en France, ainsi que la visite du premier ministre à Kiev, en Ukraine, afin de réaffirmer le soutien indéfectible du Canada à l'Ukraine dans ses efforts pour défendre le territoire ukrainien contre l'invasion russe.

Les participants des groupes composés de résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, de résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre et de membres de la population générale de l'Alberta, de la Colombie-Britannique (C.-B.), du Québec et du Canada atlantique ont été invités à répondre à la question complémentaire de savoir s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était globalement sur la bonne voie ou s'il faisait fausse route. Dans l'ensemble, les participants étaient à peu près aussi nombreux à estimer que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie que ceux qui étaient d'avis qu'il faisait fausse route. Plusieurs d'entre eux ont exprimé des opinions plus partagées ou incertaines, estimant que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante dans certains domaines, mais que dans d'autres, on pouvait faire mieux.

Relations Canada-États-Unis (tous les lieux)

Au cours du cycle visé par le présent rapport, les discussions dans tous les groupes ont essentiellement porté sur les relations Canada-États-Unis, et toutes les sections qui suivent traitent d'une façon ou d'une autre de cette question. Parmi les sujets sur lesquels les participants se sont focalisés figuraient la réponse à l'imposition proposée par les États-Unis de tarifs douaniers sur des produits canadiens, le commerce intérieur entre les provinces et les territoires du Canada, la promotion d'une stratégie « Achetez canadien », les récentes mesures annoncées à la frontière canado-américaine en matière de sécurité, les dépenses du gouvernement fédéral en matière de défense nationale, les activités des banques américaines au Canada et les discussions à ce sujet sur les réseaux sociaux.

Tarifs (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur la potentielle imposition, par les États-Unis, de tarifs douaniers sur des produits canadiens ainsi que des répercussions que cette mesure pourrait avoir sur les ménages, les entreprises canadiennes et l'économie canadienne dans son ensemble.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'imposition, par les États-Unis, de tarifs douaniers sur des produits exportés par le Canada vers les États-Unis, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux se souvenaient avoir entendu dire que le gouvernement américain avait proposé d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur toutes les importations canadiennes. À ce sujet, un certain nombre de participants ont rapporté avoir entendu dire que ces tarifs douaniers avaient été suspendus pendant 30 jours et qu'ils devaient maintenant entrer en vigueur vers le début de mars 2025. Un grand nombre d'entre eux ont également déclaré avoir entendu parler de l'annonce de tarifs douaniers américains ciblés sur l'acier et l'aluminium canadiens, quelques-uns d'entre eux disant croire que ces mesures devaient entrer en vigueur le 12 mars 2025 ou aux alentours de cette date.

Bon nombre de participants se disaient préoccupés par les répercussions défavorables que des tarifs douaniers généralisés pourraient avoir sur les consommateurs et les entreprises canadiennes. On estimait que ces tarifs, s'ils étaient instaurés, pourraient entraîner une hausse des prix à la consommation au Canada, des pertes d'emploi à grande échelle dans de nombreux secteurs d'activité et une augmentation des dépenses pour les entreprises canadiennes dans les années à venir.

Tarifs sur l'acier et l'aluminium (résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, particuliers résidant au Canada atlantique, au Québec, en Saskatchewan et au Manitoba pour qui les relations Canada-États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec)

Les participants de neuf groupes ont pris part à des discussions portant sur les tarifs douaniers proposés sur l'acier et l'aluminium canadiens. Après s'être vu fournir de l'information concernant ces éventuels tarifs, la quasi-totalité des participants s'est dit préoccupée par les répercussions que pourraient avoir ces tarifs sur leur situation personnelle ainsi que, plus généralement, sur l'économie canadienne.

En discutant des tarifs douaniers américains sur l'acier et l'aluminium canadiens et des répercussions particulières qu'aurait, selon eux, l'imposition de ces tarifs sur les Canadiens et l'économie canadienne, bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'ils entraîneraient une hausse du coût des automobiles et d'autres produits et infrastructures dont la fabrication nécessite ces métaux en grande quantité. Un certain nombre de participants travaillant dans des entreprises ou des secteurs liés à l'exportation de

produits sidérurgiques vers les États-Unis se sont dit préoccupés par l'impact potentiel de ces mesures sur leur emploi et sur la viabilité économique de leur entreprise.

Plusieurs participants du groupe composé de propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) exerçant des activités dans des secteurs dépendant de l'exportation ont exprimé leurs préoccupations quant à l'impact que ces tarifs douaniers pourraient avoir sur leur entreprise. À cet égard, les participants de ce groupe ont indiqué qu'une proportion croissante de leurs clients américains avaient reporté leurs achats au cours des dernières semaines, souhaitant attendre de voir si ces tarifs douaniers seraient finalement mis en place.

Les participants des groupes composés de travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec ainsi que de travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières de l'Ouest canadien ont également exprimé des préoccupations quant à l'impact futur que pourraient avoir, sur leurs moyens de subsistance, les tarifs douaniers imposés sur l'acier et l'aluminium. Un certain nombre d'entre eux craignaient que les entreprises pour lesquelles ils travaillaient se sentent contraintes d'augmenter les prix facturés aux consommateurs afin de compenser la hausse potentielle des coûts d'exploitation résultant des tarifs douaniers.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral pour aider le Canada à faire face aux éventuelles difficultés économiques résultant de tarifs sur l'acier et l'aluminium, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. En discutant des mesures que devrait prendre le gouvernement fédéral pour faire face à ces défis potentiels, si quelques participants ont suggéré qu'une aide financière (subventions, bourses, paiements directs, etc.) pourrait être fournie aux particuliers ayant été désavantagés par les tarifs, plusieurs d'entre eux étaient d'un autre avis. Parmi ces participants, on estimait que toute aide financière accordée par le gouvernement du Canada devrait principalement servir à aider les travailleurs licenciés à accéder à la formation et aux compétences dont ils ont besoin pour réintégrer le marché du travail le plus rapidement possible.

On a demandé aux participants des groupes basés en Colombie-Britannique, au Québec, au Canada atlantique, ainsi qu'à des participants vivant d'un chèque de paye à l'autre résidant dans les Prairies, à des travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières leur avis concernant le potentiel octroi d'une aide financière du gouvernement fédéral aux entreprises touchées par les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium. Si plusieurs d'entre eux ont favorablement accueilli cette initiative, bon nombre de participants estimaient que toute aide accordée par le gouvernement canadien devait être principalement destinée à de petites et moyennes entreprises plutôt qu'à de grandes sociétés.



Réponse globale aux tarifs (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur la réponse globale du gouvernement du Canada aux tarifs douaniers élargis qui avaient été annoncés par le gouvernement américain au cours des derniers mois. La teneur de ces discussions a changé au fur et à mesure que la situation entourant ces tarifs douaniers a évolué en temps réel.

Après s'être vu présenter de l'information concernant les tarifs douaniers proposés et sur l'évolution de la situation jusqu'à présent, les participants se sont vu poser la question de savoir si le gouvernement du Canada était, à leur avis, sur la bonne voie en ce qui concerne sa réponse aux mesures imposées par le gouvernement des États-Unis. Dans l'ensemble, la plupart des participants estimaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, et bon nombre d'entre eux étaient d'avis que sa réponse avait été ferme et décisive et qu'il avait clairement démontré son engagement à défendre le bien-être économique de ses citoyens. À la question de savoir si le gouvernement fédéral avait adopté la bonne approche initiale en ripostant avec des contre-mesures tarifaires, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une réponse juste et mesurée de la part du gouvernement canadien et prévoyaient que, si elles étaient mises en application, ces contre-mesures tarifaires entraîneraient des répercussions rapidement ressenties par les consommateurs américains.

Les participants de quatre groupes (respectivement composés de particuliers résidant au Canada atlantique, au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, de leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux, de propriétaires de PME exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation et de travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec) se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils ont été invités à évaluer la performance du gouvernement du Canada dans divers domaines. Au nombre de ceux-ci figuraient la protection de la frontière canado-américaine, la protection des industries canadiennes, les efforts visant à éviter les tarifs douaniers américains et les mesures prises pour faire face à la crise des opioïdes. Dans l'ensemble, les mesures du gouvernement fédéral ayant suscité les commentaires les plus positifs de la part des participants concernaient sa réponse aux tarifs douaniers américains et ses démarches visant à les éviter, ainsi que les efforts déployés pour protéger la frontière canado-américaine. Les participants ont exprimé des avis plus partagés concernant les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour protéger les industries canadiennes, et un grand nombre d'entre eux estimaient que des améliorations considérables pourraient être apportées à la réponse du gouvernement fédéral à la crise des opioïdes.

Après s'être vu informer que l'application par les États-Unis de ces tarifs douaniers élargis était suspendue pendant 30 jours (au moment de la tenue des groupes de discussion), les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que les États-Unis proposent à nouveau des tarifs douaniers élargis sur les produits importés du Canada. La plupart d'entre eux ont répondu par

l'affirmative et s'attendaient à ce que les tarifs douaniers continuent d'être une tactique employée par le gouvernement américain dans un avenir prévisible.

Contre-mesures tarifaires potentielles (travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur les contre-mesures tarifaires que pourrait prendre le gouvernement du Canada si les États-Unis décidaient d'aller de l'avant en appliquant les tarifs proposés sur les importations canadiennes. À la question de savoir quelle devrait, selon eux, être la réponse du gouvernement fédéral si les États-Unis appliquaient ces tarifs douaniers, les participants ont fourni des réponses diverses et variées. Au nombre des mesures recommandées par les participants figuraient l'imposition de tarifs douaniers équivalents sur les importations américaines comme moyen d'égaliser les tarifs douaniers imposés sur les produits canadiens, l'intensification des efforts visant à élargir et à renforcer les autres partenariats commerciaux internationaux du Canada et l'adoption de mesures visant à réduire les obstacles actuels au commerce intérieur entre les provinces et territoires canadiens.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de mesures que pourrait envisager de prendre le gouvernement du Canada pour répondre aux tarifs douaniers américains, et ont été invités à choisir celles qui, selon eux, seraient les plus efficaces à cet effet. Dans l'ensemble, les participants ont exprimé le plus haut niveau de soutien pour la mesure visant à restreindre les exportations canadiennes de pétrole et de gaz vers les États-Unis, bon nombre d'entre eux estimant qu'elle entraînerait des répercussions considérables sur les entreprises et les consommateurs américains. Plusieurs d'entre eux se sont également prononcés en faveur de mesures visant à limiter les exportations d'hydroélectricité et de minéraux critiques. Un petit nombre de participants se sont déclarés favorables à l'idée d'encourager les Canadiens à acheter des produits et des services canadiens. Parmi ces participants, on estimait que cela aurait un effet unificateur sur la population, augmenterait les revenus des entreprises canadiennes et contribuerait à retenir davantage d'argent au sein de l'économie canadienne.

Les participants de deux groupes respectivement composés de propriétaires de PME exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation et de travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec se sont vu poser la question de savoir quelles seraient, à leur avis, les répercussions d'un conflit commercial continu avec les États-Unis sur l'économie canadienne. Un grand nombre d'entre eux estimaient que si cette situation devait perdurer, elle entraînerait une grande incertitude économique dans les deux pays et une hausse des prix à la

consommation pour des produits tels que les denrées alimentaires, le carburant et les automobiles. Tout en s'attendant à devoir faire face à des difficultés économiques à court terme, certains participants estimaient toutefois qu'une perturbation des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis pourrait contribuer à promouvoir une plus grande diversification de l'économie canadienne et à renforcer son autosuffisance à long terme. Lorsqu'on leur a demandé si une récession économique ou des pertes d'emplois au Canada les préoccupaient, presque tous ont répondu par l'affirmative.

Les participants des groupes composés de leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux, de propriétaires de PME exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation et de travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec se sont vu poser la question de savoir dans quelle mesure ils estimaient que le gouvernement du Canada devait prendre tous les moyens nécessaires pour répondre aux tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur des produits canadiens, aussi pénibles soient-ils. Dans l'ensemble, presque tous les participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait prendre tous les moyens nécessaires pour répondre aux tarifs douaniers américains et estimaient essentiel que le Canada défende son indépendance économique et sa souveraineté. Si bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce que cela entraîne un conflit commercial de longue haleine avec les États-Unis et d'éventuelles difficultés économiques pour les ménages canadiens, on estimait qu'il était essentiel que le gouvernement fédéral démontre sa volonté de répondre à ces tarifs douaniers par ses propres contre-mesures tarifaires.

Commerce intérieur (résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada-États-Unis constituent un enjeu majeur)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur le commerce intérieur entre les provinces et territoires du Canada. Après s'être vu informer que des discussions avaient récemment été tenues au sujet de mesures à prendre pour faciliter le commerce intérieur entre les provinces et territoires du Canada et des efforts à consentir pour faciliter l'accès des travailleurs qualifiés à l'emploi partout au Canada, presque tous les participants ont réagi de façon positive. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que cette approche contribuerait à réduire les prix à la consommation, dont ceux des produits d'épicerie et des boissons alcoolisées. Plusieurs participants estimaient en outre que la suppression de ces obstacles contribuerait à unifier les Canadiens autour de la réponse du pays à l'imposition potentielle de tarifs douaniers par le gouvernement américain en permettant aux consommateurs d'acheter plus facilement des produits fabriqués au Canada.

À la question de savoir si l'adoption de mesures visant à réduire les obstacles au commerce intérieur contribuerait à renforcer l'économie canadienne, tous les participants ont répondu par l'affirmative.

Bon nombre d'entre eux estimaient que cela faciliterait les activités des entreprises canadiennes partout au pays et favoriserait une plus grande coopération économique entre les provinces et les territoires. Discutant de la question de savoir si ces mesures aideraient le Canada à surmonter les défis posés par l'imposition de tarifs douaniers ou d'autres problèmes liés au commerce international, si la plupart des participants étaient d'avis qu'elles entraîneraient des répercussions positives, peu d'entre eux estimaient qu'elles suffiraient à elles seules à surmonter ces difficultés.

Les participants se sont ensuite vu informer que, pour faciliter le commerce intérieur, des discussions ont également été tenues au sujet de la possibilité de construire des lignes de transport pouvant acheminer l'électricité d'est en ouest, ainsi que des oléoducs et gazoducs pour acheminer le pétrole et le gaz d'ouest en est. La quasi-totalité des participants a favorablement réagi, bon nombre d'entre eux s'attendant à ce que cette approche contribue à long terme à réduire les coûts énergétiques dans l'intérêt des Canadiens et à promouvoir une plus grande collaboration entre les provinces et territoires du pays. On était également d'avis que, des projets d'infrastructure à grande échelle et notamment la construction d'oléoducs et de lignes de transport pourraient constituer une source non négligeable d'emplois bien rémunérés pour les travailleurs canadiens qualifiés dans les années à venir.

Acheter canadien (leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions approfondies au sujet de la stratégie « Acheter canadien », incitant les consommateurs à acheter des produits et services canadiens en priorité. Invités à faire part de leurs réflexions au sujet de cette stratégie, tous les participants ont émis des commentaires positifs, bon nombre d'entre eux estimant qu'il s'agirait d'un moyen efficace de réagir aux tarifs douaniers que pourraient imposer les États-Unis et d'appuyer les entreprises et fabricants canadiens. Plusieurs d'entre eux ont mentionné avoir déjà commencé à adopter cette approche au cours des dernières semaines et avoir remarqué que de nombreuses chaînes d'épicerie et autres entreprises de leur région avaient commencé à apposer des mentions « Fait au Canada » ou des symboles représentant une feuille d'érable afin d'aider les consommateurs à identifier les produits fabriqués au Canada. À la question de savoir combien de temps les Canadiens seraient, selon eux, prêts à acheter des produits et services canadiens, la plupart des participants étaient d'avis que les consommateurs maintiendraient cette approche aussi longtemps qu'ils le pourraient.

Lorsqu'on leur a posé la question de savoir ce qu'impliquerait, selon eux, l'élargissement d'une stratégie « Choisir canadien » à d'autres aspects de leur vie, les participants ont fourni un éventail de réponses. Au nombre de celles-ci, citons le fait de ne choisir que des entreprises exerçant leurs activités au Canada et embauchant principalement des travailleurs canadiens (plutôt que de sous-traiter leurs activités à d'autres pays), de voyager et de passer ses vacances au Canada plutôt que dans

des pays comme les États-Unis, de s'impliquer davantage dans des initiatives communautaires locales et de travailler en collaboration afin d'aider d'autres Canadiens à faire face à d'éventuelles difficultés économiques découlant des tarifs douaniers.

À la question de savoir ce que signifiait pour eux le fait d'être Canadien et quelles images ou quels comportements leur venaient à l'esprit en pensant au Canada et aux Canadiens, bon nombre d'entre eux ont mentionné des valeurs telles que la bienveillance, l'empathie et la coopération, qu'ils considéraient comme étant emblématiques du pays. De l'avis général, les Canadiens étaient des gens travailleurs, impliqués dans leur communauté, respectueux de la primauté du droit et défenseurs de causes telles que le maintien de la paix sur la scène internationale.

Mesures en matière de sécurité frontalière (résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue en enjeu majeur, Alberta)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions portant sur les mesures que le gouvernement du Canada avait récemment annoncées en matière de sécurité frontalière. Après s'être vu informer que le gouvernement américain ne considérait pas que le Canada avait pris des mesures suffisantes pour régler les problèmes que constituent la migration irrégulière et le trafic de fentanyl vers les États-Unis depuis le Canada, les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils considéraient ces enjeux comme majeurs, mineurs ou inexistantes. Concernant plus particulièrement le fentanyl, très peu de participants étaient d'avis qu'il constituait un problème, et bon nombre d'entre eux avaient le sentiment que seule une infime partie du fentanyl entrant aux États-Unis passait par le Canada. De même, seul un petit nombre de participants était d'avis que la migration irrégulière vers les États-Unis depuis le Canada constituait un problème, peu d'entre eux ayant déclaré en avoir entendu parler.

À la question de savoir si, en se fondant sur leur connaissance des faits, ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante en ce qui concerne la gestion de ces enjeux, la plupart des participants estimaient qu'il était sur la bonne voie dans ces deux dossiers. Plusieurs d'entre eux ont réaffirmé que, compte tenu du fait qu'ils avaient le sentiment que le trafic de fentanyl et la migration irrégulière du Canada vers les États-Unis ne constituaient pas de véritables problèmes à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral faisait du bon travail en ce qui concerne la gestion de ces questions.

Après s'être vu présenter de l'information sur les mesures récemment annoncées par le gouvernement du Canada dans le cadre d'un programme de 1,3 milliard de dollars visant à sécuriser la frontière et à renforcer le système d'immigration canadien, bon nombre de participants ont réagi de manière positive. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait d'une réponse directe et logique de la part du gouvernement fédéral et qu'elle permettrait de dissiper les inquiétudes du gouvernement américain à ce sujet. Parmi le petit nombre de participants dont l'opinion était plus négative, certains estimaient que la plupart de ces mesures étaient inutiles étant donné la faible incidence perçue de ces problèmes et que les 1,3 milliard de dollars investis dans ces initiatives pourraient être mieux dépensés

à d'autres fins, dont la réduction du coût de la vie et l'amélioration de la situation financière des ménages et des entreprises canadiens.

Dépenses en matière de défense nationale (résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions au sujet des dépenses du gouvernement du Canada en matière de défense nationale. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à ce sujet, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui avaient entendu quelque chose à ce propos, on disait croire qu'il y avait récemment eu des pressions croissantes (en particulier de la part du gouvernement américain) pour que le Canada augmente ses dépenses en matière de défense et respecte les engagements financiers pris dans le cadre d'alliances comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Discutant de la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement du Canada dépensait trop, trop peu ou un montant à peu près convenable en matière de défense nationale, les participants estimant qu'il dépensait trop peu étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient d'avis qu'il dépensait actuellement un montant à peu près convenable. Très peu d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral dépensait trop dans ce domaine. Parmi ceux qui considéraient que le gouvernement du Canada dépensait trop en matière de défense nationale, plusieurs croyaient qu'il fallait investir davantage dans le renforcement des Forces armées canadiennes (FAC), incluant la modernisation de l'équipement, augmenter la rémunération du personnel militaire et améliorer les options en matière de logement offertes aux membres des FAC et leurs familles. Parmi les participants estimant que le gouvernement fédéral consacrait un montant à peu près convenable pour la défense nationale, un grand nombre d'entre eux ont déclaré que, compte tenu du rôle de gardien de la paix que le Canada avait joué de longue date sur la scène internationale, une plus grande priorité devait être accordée aux efforts visant à apaiser les tensions géopolitiques plutôt qu'à augmenter les dépenses militaires.

La question de savoir ce qu'ils pensaient de l'augmentation des dépenses militaires du gouvernement fédéral afin d'atteindre l'objectif de 2 % du produit intérieur brut (PIB) fixé par l'OTAN d'ici 2032 a été posée aux participants de l'Alberta. Si un certain nombre d'entre eux mettaient en doute la faisabilité économique d'une telle mesure, presque tous les participants estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada respecte ses engagements en matière de défense envers ses alliés de l'OTAN. En discutant de mesures particulières que le gouvernement fédéral devrait privilégier en augmentant ses dépenses en matière de défense, les participants ont mentionné le renforcement des mécanismes de défense du Canada contre les menaces à la cybersécurité, ainsi que l'augmentation des investissements destinés à l'achat d'aéronefs modernisés et notamment d'avions de combat et de drones.

Les participants du groupe de résidents de la Nouvelle-Écosse se sont vu informer que le gouvernement du Canada avait récemment indiqué qu'il s'efforcerait d'augmenter ses dépenses en matière de défense pour atteindre l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN d'ici 2027, soit cinq ans plus tôt que son échéance précédente. À la question de savoir ce qu'ils pensaient de cet échéancier plus serré, la plupart des participants estimaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, plusieurs d'entre eux exprimant l'opinion que le Canada devait avoir pour objectif d'atteindre son engagement de 2 % du PIB envers l'OTAN le plus vite possible.

Les participants des deux groupes se sont vu informer que les États-Unis avaient récemment annoncé qu'ils demanderaient à tous les pays membres de l'OTAN, y compris au Canada, d'augmenter leurs dépenses en matière de défense à 5 pour cent de leur PIB. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient pour ou contre l'augmentation des dépenses militaires du gouvernement du Canada à 5 pour cent du PIB, presque tous les participants ont négativement réagi à cette idée. Bon nombre d'entre eux estimaient que 5 pour cent du PIB constituait un montant trop élevé à consacrer à la défense nationale, et à plus forte raison compte tenu des autres défis économiques auxquels les Canadiens étaient actuellement confrontés.

Banques américaines au Canada (Alberta)

Les participants d'un groupe composé de résidents de l'Alberta ont tenu une brève discussion au sujet des banques américaines exerçant des activités au Canada. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à ce sujet, très peu ont répondu par l'affirmative.

Après s'être vu informer que les États-Unis avaient récemment exprimé des préoccupations quant à la capacité des institutions financières américaines à exercer des activités au Canada, les participants se sont vu poser la question de savoir comment devrait, selon eux, réagir le gouvernement fédéral. Dans l'ensemble, bon nombre d'entre eux se disaient favorables à une augmentation des activités bancaires américaines au Canada, même si, de l'avis général, toutes les institutions financières devaient se conformer à la réglementation canadienne et qu'aucune exception ne devait être faite à cet égard. Un certain nombre de participants avaient le sentiment que la réglementation du système bancaire et financier canadien avait joué un rôle crucial pour préserver la résilience à long terme de l'économie canadienne. À ce titre, on estimait que le gouvernement fédéral devait s'attacher à faire respecter et appliquer ces règles par toutes les institutions financières étrangères qui souhaitaient exercer leurs activités au Canada.

Discussions sur les réseaux sociaux (leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie)

Les participants d'un groupe composé de leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie ont tenu une discussion portant sur l'évolution actuelle des discussions sur les réseaux sociaux concernant les relations entre le Canada et les États-Unis.

À la question de savoir à quelles plateformes de réseaux sociaux ils avaient le plus souvent recours pour participer à des discussions sur des sujets tels que les accords commerciaux, les politiques économiques, les tendances du marché mondial ou d'autres questions d'ordre économique, les participants ont cité un large éventail de plateformes. Il s'agit notamment de Facebook, LinkedIn, TikTok et YouTube. Un plus petit nombre d'entre eux ont également déclaré avoir recours à des plateformes telles que X, Instagram, Twitch et Bluesky. Discutant des types de contenus économiques auxquels ils s'intéressaient le plus sur les réseaux sociaux, les participants ont indiqué consulter des contenus portant sur le renforcement de l'indépendance économique du Canada, les investissements dans des technologies et des énergies propres, les mesures visant à réduire l'inégalité de richesse au pays, ainsi que des contenus économiques satiriques dont des mèmes.

À la question de savoir s'ils avaient déjà consulté des contenus portant sur les relations Canada-États-Unis, tous les participants ont répondu par l'affirmative, bon nombre d'entre eux déclarant se renseigner quotidiennement sur cette question. Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifiaient l'évolution des discussions à ce sujet, les participants estimaient que nombre de Canadiens se sentaient inquiets et frustrés, et un certain nombre d'entre eux ont exprimé leur colère à l'égard des mesures tarifaires des États-Unis qu'ils jugeaient inutiles et injustifiées, y compris la proposition des États-Unis d'imposer des tarifs douaniers élevés sur tous les produits canadiens. Toutefois, un grand nombre d'entre eux ont également constaté ce qu'ils percevaient comme un regain de fierté nationale et de solidarité en ligne dans la foulée de ces défis. On était d'avis que les Canadiens étaient devenus plus unis sur les médias sociaux et que leurs réactions à cette question avaient été très convergentes.

Faisant part de leurs attentes quant à l'évolution des discussions sur les médias sociaux au sujet des relations canado-américaines, bon nombre de participants espéraient que ces discussions resteraient positives et que les Canadiens continueraient de faire front commun face à d'éventuels défis économiques, et notamment à des tarifs douaniers.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en février 2025

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement de rapports, voici un bref résumé du mois de février 2025.

- Du 1 au 7 février
 - Le 1^{er} février. Le gouvernement du Canada annonce qu'en réponse aux tarifs douaniers proposés par les États-Unis, il entendait imposer des tarifs douaniers de 25 % sur des marchandises importées des États-Unis d'une valeur de 155 milliards de dollars, à compter du 4 février 2025.
 - Le 3 février. Le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis conviennent de reporter l'imposition de leurs tarifs douaniers respectifs sur des marchandises importées. Cette suspension devrait durer 30 jours.
 - Le 4 février. Le ministre de la Sécurité publique présente des mesures visant à renforcer davantage la sécurité frontalière. Ces mesures s'ajoutent au Plan frontalier de 1,3 milliard de dollars annoncé par le gouvernement du Canada en décembre.
 - Le 4 février. La ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique annonce la conclusion fructueuse des négociations de l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Équateur.
 - Le 4 février. Le ministre de Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) annonce un investissement de 43 millions de dollars pour mettre en place des moyens de transport abordables dans le Nord canadien et renforcer les débouchés commerciaux pour le Canada.
 - [Groupe de discussion avec des particuliers résidant en Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu prioritaire \(4 février\).](#)
 - Le 5 février. Le gouvernement du Canada annonce une contribution remboursable de 1 million de dollars pour Atlas Salt inc. afin d'appuyer l'Initiative de conception et d'optimisation des mines de l'entreprise, et d'aider à la création d'un maximum de 300 emplois à temps plein et de 170 postes permanents (pendant l'exploitation) à Terre-Neuve-et-Labrador.
 - Le 6 février. Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles annonce qu'il investira jusqu'à 43,5 millions de dollars dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure des minéraux critiques (FIMC) et du Programme de recherche, développement et démonstration pour les minéraux critiques afin de contribuer à faire progresser des projets de recherche et d'infrastructures à l'appui des minéraux critiques au Québec.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de l'Alberta \(6 février\).](#)
 - Le 7 février. Le gouvernement du Canada réitère son engagement à l'égard de la défense et de la sécurité de ses alliés membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et

accueille la Suède au sein de la Brigade multinationale de l'OTAN dirigée par le Canada en Lettonie (BMN-L).

- Du 8 au 14 février
 - Le 11 février. Le gouvernement du Canada présente officiellement sa contribution déterminée au niveau national pour 2035 à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en vertu de l'Accord de Paris. La nouvelle contribution déterminée vise à réduire jusqu'à la moitié des émissions par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2035.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la Colombie-Britannique \(C.-B.\) \(11 février\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des particuliers vivant d'un chèque de paye l'autre \(12 février\).](#)
 - Le 13 février. Les gouvernements du Canada et du Manitoba annoncent qu'ils collaboreront au versement de 4,7 millions de dollars sous forme de subventions dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable (PCA durable) afin de soutenir 36 projets dans la province, dont plusieurs contribueront à la santé future des cultures du Manitoba.
 - Le 13 février. Le ministre de la Sécurité publique a rencontré ses homologues fédéraux, provinciaux et territoriaux pour discuter de la mise en œuvre du Plan frontalier du Canada, d'une valeur de 1,3 milliard de dollars, qui comprend certaines mesures, dont la nomination d'un « tsar du fentanyl », le lancement d'une nouvelle force d'intervention conjointe Canada-États-Unis et la mise en place d'une nouvelle directive sur le crime organisé et le fentanyl.
 - [Groupe de discussion avec des membres la population générale du Québec \(13 février\).](#)
 - Le 14 février. Le gouvernement du Canada annonce des consultations sur la mise en œuvre de contrôles supplémentaires pour trois précurseurs chimiques pouvant être utilisés dans la fabrication de drogues illégales, dont le fentanyl.
 - Le 14 février. Le ministère des Finances du Canada tient une séance d'information avec des intervenants de l'industrie et du marché du travail du Canada et des représentants provinciaux et territoriaux portant sur les rapports commerciaux entre le Canada et les États-Unis, les tarifs douaniers proposés par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium, ainsi que sur l'imposition réciproque éventuelle, par le gouvernement du Canada, de tarifs sur des produits importés des États-Unis.
 - Le 14 février. La ministre des Affaires étrangères participe à la Conférence de Munich sur la sécurité 2025 qui se tient à Munich, en Allemagne, du 14 au 16 février 2025. Dans le cadre de sa participation à cette conférence, le gouvernement du Canada a mis de l'avant de grandes priorités en matière de politique étrangère, et a notamment réitéré son soutien à l'Ukraine face à l'agression continue de la Russie.
- Du 15 au 21 février

- Le 15 février. Le ministre du Développement international annonce un nouveau financement de 56,8 millions de dollars pour des projets dans la région indopacifique visant à soutenir des initiatives telles que la promotion de l'égalité des sexes, l'Aide aux réfugiés Rohingyas, l'amélioration des systèmes de santé et la croissance économique dans la région, le tout dans le but de renforcer davantage le partenariat entre le gouvernement du Canada et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).
- Le 15 février. La ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique dirige une mission commerciale d'Équipe Canada à Sydney, en Australie afin de participer au Forum de leadership économique Australie-Canada et de discuter des possibilités de renforcer davantage les relations solides et diversifiées en matière de commerce et d'investissement entre les deux pays.
- Le 17 février. Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec annoncent une somme de 35,3 millions de dollars, dont une partie est financée en vertu du Partenariat canadien pour une agriculture durable, afin de soutenir les producteurs et productrices dans l'adoption de pratiques agricoles plus durables.
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale résidant au Canada atlantique \(18 février\).](#)
- Le 19 février. Le gouvernement du Canada annonce qu'il investira dans le développement d'un réseau ferroviaire à grande vitesse dans le corridor Toronto-Québec. Une fois opérationnel, ce réseau s'étendra sur plus de 1 000 kilomètres, et comportera des arrêts à Toronto, Peterborough, Ottawa, Montréal, Laval, Trois-Rivières et Québec.
- Le 19 février. Les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan annoncent du financement et un engagement continus dans le cadre du Programme d'assurance-récolte pour 2025, administré par la Société d'assurance-récolte de la Saskatchewan (SCIC).
- [Groupe de discussion avec des travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et de grandes industries transfrontalières dans l'Ouest canadien \(19 février\).](#)
- Le 20 février. Le gouvernement du Canada renouvelle son engagement à accueillir les personnes touchées par le conflit qui fait actuellement rage au Soudan et annonce qu'il s'emploiera, au cours des deux prochaines années, à réinstaller davantage de réfugiés ayant été déplacés par ce conflit et à augmenter le nombre de places disponibles dans le cadre de la voie d'accès familiale à la résidence permanente.
- [Groupe de discussion avec des particuliers résidant au Canada atlantique, au Québec, au Manitoba, en Saskatchewan pour qui l'économie constitue un enjeu prioritaire \(20 février\).](#)
- Le 21 février. La ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique participe à la troisième Conférence annuelle Canada-en-Asie (CCEA), qui s'est tenue à Singapour, du 19 au 21 février 2025.
- Le 21 février. La ministre des Transports et du Commerce intérieur annonce le retrait prochain de 20 autres exceptions prévues au niveau fédéral dans l'Accord de libre-

échange canadien (ALEC), dans le but de fournir aux entreprises canadiennes davantage d'occasions de concourir à travers le pays.

- Du 22 au 28 février
 - Groupe de discussion avec des leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie (25 février).
 - Groupe de discussion avec des propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation (26 février).
 - Le 27 février. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) lance l'Opération Blizzard, une initiative ciblée à l'échelle du pays visant à intercepter les produits de contrebande illégale qui entrent au Canada ou qui en sortent, en mettant l'accent sur le fentanyl et d'autres stupéfiants synthétiques.
 - Groupe de discussion avec des travailleurs de grandes industries transfrontalières résidant au Québec (27 février).
 - Le 28 février. Le Comité du commerce intérieur (CCI) s'entend sur des mesures supplémentaires visant à éliminer les obstacles de nature réglementaire au commerce intérieur, à encourager la libre circulation de la main-d'œuvre et à normaliser davantage les règlements à l'échelle du Canada.
 - Le 28 février. Afin de soutenir sa réponse à la crise des drogues toxiques illégales et des surdoses, le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 84,8 millions de dollars pour soutenir des projets communautaires dans le cadre du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances et du Fonds d'urgence pour le traitement.
 - Le 28 février. Le gouvernement du Canada annonce qu'il augmentera le salaire minimum des travailleurs employés dans des secteurs sous réglementation fédérale à 17,75 dollars l'heure à compter du 1er avril 2025.
 - Le 28 février. La ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé, le ministre de la Sécurité publique et le tsar du fentanyl annoncent de nouvelles mesures visant à réduire la production de fentanyl et le crime organisé au Canada. Le gouvernement a officialisé des contrôles supplémentaires pour trois précurseurs chimiques du fentanyl et le médicament carisoprodol.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, à savoir :

- Les discussions en cours entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux concernant les mesures pouvant être prises en réponse à l'imposition, proposée par les États-Unis, de tarifs douaniers de 25 % sur des produits canadiens. Au nombre des mesures potentielles rappelées par les participants, citons l'application, par le gouvernement du Canada, de contre-mesures tarifaires sur des produits américains, le retrait de produits américains (dont les boissons alcoolisées) des rayons de commerces d'État dans certaines provinces, l'intensification des efforts visant à renforcer les relations commerciales du Canada avec d'autres pays et la construction éventuelle de nouveaux oléoducs et gazoducs à travers le pays;
- L'annonce par le gouvernement fédéral d'un investissement de 1,3 milliard de dollars pour renforcer la sécurité à la frontière canado-américaine, en mettant tout particulièrement l'accent sur les problématiques liées à la migration irrégulière et au trafic de fentanyl; parmi les mesures particulières mentionnées par les participants, citons le déploiement d'effectifs supplémentaires pour surveiller et contrôler la frontière, le recours accru à des technologies telles que les drones pour renforcer la sécurité frontalière ainsi que la nomination d'un « tsar du fentanyl »;
- L'annonce du gouvernement fédéral selon laquelle ce dernier entendrait investir dans le développement d'un réseau ferroviaire à grande vitesse dans le corridor Toronto-Québec;
- La participation du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux au Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle (IA), qui s'est tenu à Paris, en France, du 10 au 11 février 2025;
- La visite du premier ministre à Kiev, en Ukraine, le 24 février 2025, afin de réaffirmer le soutien indéfectible du gouvernement du Canada à l'Ukraine, dont sa récente contribution de 5 milliards de dollars à la défense de l'Ukraine par le biais du dispositif de prêts dans le cadre de l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires du Groupe des Sept (G7); et
- L'annonce de la démission du premier ministre et de l'abandon officiel de ses fonctions de dirigeant après la sélection, par le Parti libéral du Canada, d'un nouveau chef, dont la date a été fixée au 9 mars 2025.

Les participants des groupes composés de résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, de résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre et de membres de la population générale de l'Alberta, de la Colombie-Britannique (C.-B.), du Québec et du Canada atlantique ont été invités à répondre à la question complémentaire de savoir s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était globalement sur la bonne voie ou s'il faisait fausse route. Dans

l'ensemble, les participants étaient à peu près aussi nombreux à être d'avis que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie que ceux qui estimaient qu'il faisait fausse route. Plusieurs d'entre eux ont exprimé des opinions plus partagées ou incertaines, estimant que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante dans certains domaines, mais que dans d'autres, on pouvait faire mieux.

Un certain nombre de participants parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral était actuellement sur la bonne voie, ont parlé en termes positifs des efforts qu'ils considéraient que ce dernier avait déployés au cours des derniers mois pour unifier les Canadiens et encourager une coopération accrue de la part des provinces et territoires du pays comme moyen de répondre à d'éventuels tarifs américains. Parmi les autres domaines dans lesquels les participants estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, citons ses efforts pour protéger l'environnement et atténuer les effets du changement climatique, l'accès permanent à des soins de santé abordables et de qualité pour les Canadiens, ainsi que ce qui était perçu comme étant la protection et la promotion des valeurs que sont la diversité et l'inclusion au sein des collectivités canadiennes.

Plusieurs participants parmi ceux qui estimaient que le gouvernement du Canada n'était pas sur la bonne voie à l'heure actuelle étaient d'avis que davantage devait être fait pour remédier aux problèmes liés à l'inflation et à la hausse du coût de la vie, à la pénurie de logements abordables dans de nombreuses régions du pays et à la pression que semblait exercer sur les collectivités canadiennes l'augmentation du taux d'immigration ces dernières années. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que des programmes comme le système fédéral de tarification de la pollution par le carbone avaient eu pour effet de rendre la vie des Canadiens moins abordable ces dernières années, tandis que d'autres se disaient préoccupés par les dépenses fédérales qu'ils jugeaient élevées ces derniers temps et par les répercussions que cela pourrait avoir à long terme sur la dette nationale.

Relations Canada–États-Unis (tous les lieux)

Au cours du présent cycle d'établissement de rapports, les discussions dans tous les groupes ont essentiellement porté sur les relations Canada–États-Unis, et toutes les sections qui suivent traitent, d'une façon ou d'une autre, de cette question. Parmi les sujets sur lesquels les participants se sont focalisés, figuraient la réponse à l'imposition proposée par les États-Unis de tarifs douaniers sur des produits canadiens, le commerce intérieur entre les provinces et territoires du Canada, la promotion d'une stratégie « Achetez canadien », les récentes mesures annoncées à la frontière canado-américaine en matière de sécurité, les dépenses du gouvernement fédéral en matière de défense nationale, les activités de banques américaines au Canada ainsi que les discussions à ce sujet sur les réseaux sociaux.

Au début de leurs discussions, les participants des groupes composés de membres de la population générale du Canada atlantique, du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont été invité à décrire, en un seul mot ou en une phrase l'état actuel des relations Canada–États-Unis. La

quasi-totalité d'entre eux a choisi des mots à connotation négative, tels que « difficiles », « chancelantes », « tendues » et « troublantes ». Plusieurs participants ont choisi des mots comme « changeantes », « instables », « précaires » et « réactives » pour traduire l'incertitude perçue comme étant croissante entourant ces relations.

Tarifs (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur la potentielle imposition, par les États-Unis, de tarifs douaniers sur des produits canadiens ainsi que des répercussions que cette mesure pourrait avoir sur les ménages, les entreprises canadiennes et l'économie canadienne dans son ensemble. La teneur de ces discussions a changé au fur et à mesure que la situation évoluait en temps réel.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'imposition, par les États-Unis, de tarifs douaniers sur des produits exportés par le Canada vers les États-Unis, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux se souvenaient avoir entendu dire que le gouvernement américain avait proposé d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur toutes les importations canadiennes. À ce sujet, un certain nombre de participants ont rapporté avoir appris que ces tarifs douaniers avaient été suspendus pendant 30 jours et qu'ils devraient maintenant entrer en vigueur vers le début du mois de mars 2025. Un grand nombre d'entre eux ont également déclaré avoir entendu parler de l'annonce de tarifs douaniers américains ciblés sur l'acier et l'aluminium canadiens, quelques-uns d'entre eux disant croire que ces mesures devaient entrer en vigueur le 12 mars 2025 ou aux alentours de cette date.

Sans avoir été invités à se prononcer à ce sujet, bon nombre de participants se sont spontanément dit préoccupés par les répercussions défavorables que des tarifs douaniers généralisés pourraient avoir sur les consommateurs et les entreprises canadiennes. On estimait que ces tarifs, s'ils étaient instaurés, pourraient entraîner une hausse des prix à la consommation au Canada, des pertes d'emploi à grande échelle dans de nombreux secteurs d'activité et une augmentation des dépenses pour les entreprises canadiennes dans les années à venir. Certains participants se sont dit particulièrement préoccupés par la situation dans le secteur de la construction automobile, plusieurs d'entre eux estimant que les processus de fabrication de véhicules aux États-Unis et au Canada étaient fortement interdépendants et qu'ils exigeaient des échanges commerciaux quotidiens entre les deux pays.

Les participants des groupes respectivement composés de membres de la population générale de l'Alberta et de résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue une priorité majeure se sont vu fournir l'information suivante concernant ces tarifs douaniers proposés par le gouvernement américain :

L'automne dernier, la nouvelle administration américaine a annoncé son intention d'imposer des tarifs douaniers sur les produits canadiens jusqu'à ce qu'elle ait jugé que le Canada a pris des mesures



suffisantes pour lutter contre le passage de fentanyl du Canada vers les États-Unis, ainsi que contre le passage de migrants du Canada vers les États-Unis.

À la question de savoir en quoi ces tarifs proposés affecteraient l'économie canadienne, bon nombre de participants ont réitéré leurs préoccupations quant à la possibilité que ces mesures entraînent une hausse des prix pour les consommateurs et une augmentation des frais d'exploitation pour les entreprises canadiennes, en particulier celles qui dépendent de biens et de fournitures américains. Plusieurs participants disaient craindre que ces tarifs n'entraînent une récession économique, certains d'entre eux redoutant que les ménages à faible revenu et les petites entreprises disposant généralement de moins de ressources financières en cas d'urgence ne soient disproportionnellement touchés par ces mesures. À la question de savoir en quoi les tarifs douaniers affecteraient, à leur avis, l'économie de leur province, notamment s'ils étaient imposés sur le pétrole et le gaz, presque tous les participants du groupe basé en Alberta estimaient qu'ils entraîneraient des répercussions dévastatrices sur les entreprises et travailleurs de la province. Presque tous les participants dans les deux groupes s'attendaient à ce que ces tarifs douaniers, s'ils étaient mis en place, aient un impact négatif sur leur propre situation financière.

Tarifs sur l'acier et l'aluminium (résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, particuliers résidant au Canada atlantique, au Québec, en Saskatchewan et au Manitoba pour qui les relations Canada-États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec)

Les participants de neuf groupes ont pris part à des discussions portant sur les tarifs douaniers proposés sur l'acier et l'aluminium canadiens. Dans un premier temps, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le 10 février 2025, les États-Unis ont annoncé qu'ils imposeraient des tarifs douaniers sur toutes les importations d'acier et d'aluminium, incluant celles du Canada, et que ceux-ci prendraient effet le 12 mars 2025.

En échangeant leurs impressions, presque tous les participants se sont dit préoccupés par les répercussions que pourraient avoir ces tarifs sur leur situation personnelle ainsi que plus généralement, sur l'économie canadienne. Sans qu'on les invite à se prononcer, plusieurs d'entre eux se sont spontanément dit d'avis que ces tarifs étaient injustifiés, certains disant croire qu'ils contrevenaient à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). Un certain nombre d'entre eux craignaient que ces tarifs douaniers proposés sur l'acier et l'aluminium constituent la première étape d'une stratégie économique plus vaste et plus ambitieuse des États-Unis à l'égard du Canada et que des tarifs supplémentaires soient imposés dans les semaines et les mois à venir.



Discutant des impacts particuliers que l'imposition de tarifs douaniers américains sur l'acier et l'aluminium canadiens aurait sur les Canadiens et l'économie canadienne, bon nombre de participants étaient d'avis qu'elle entraîneraient une hausse du coût des automobiles et d'autres produits et infrastructures dont la fabrication nécessite ces métaux en grande quantité. Un certain nombre de participants travaillant dans des entreprises ou des secteurs liés à l'exportation de produits sidérurgiques vers les États-Unis se sont dit préoccupés par l'impact potentiel que ces mesures pourraient avoir sur leur emploi et sur la viabilité économique de leur entreprise.

Les participants de la Colombie-Britannique (C.-B.), des Prairies et du Canada atlantique se sont vu poser la question de savoir quel impact aurait, à leur avis, des tarifs sur l'acier et l'aluminium sur l'économie de leurs provinces respectives. Dans l'ensemble, les participants du Québec ont exprimé le plus haut niveau de préoccupation, plusieurs d'entre eux disant croire que l'acier et de l'aluminium fabriqués au Canada provenaient en grande partie de leur province et de l'Ontario. Bien que moins préoccupés par les répercussions immédiates que pourraient avoir sur l'économie de leur province des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium, les participants de la Colombie-Britannique, des Prairies et du Canada atlantique s'attendaient à ce que ces mesures tarifaires américaines entraînent une augmentation des coûts liés à la construction résidentielle et aux projets d'infrastructure dans leur province, ainsi que des pertes d'emplois dans les secteurs dépendant de l'importation ou de l'exportation de biens et de produits en acier et en aluminium provenant des États-Unis.

Plusieurs participants du groupe composé de propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation ont exprimé leurs préoccupations quant à l'impact que ces tarifs douaniers pourraient avoir sur leur entreprise. À ce propos, un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir commencé à se constituer des réserves de liquidités supplémentaires afin de se préparer à une éventuelle augmentation des coûts d'exploitation dans les mois à venir. Quelques participants ont indiqué qu'un certain nombre de leurs clients aux États-Unis avaient commencé à reporter leurs achats au cours des dernières semaines, souhaitant attendre de voir si ces tarifs douaniers seraient finalement mis en place.

Les participants des groupes composés de travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec ainsi que de travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières de l'Ouest canadien ont également exprimé des préoccupations quant à l'impact futur que pourraient avoir sur leurs moyens de subsistance les tarifs douaniers imposés sur l'acier et l'aluminium. Bon nombre d'entre eux ont déclaré travailler quotidiennement avec des produits et des matériaux en acier et en aluminium et craignaient que le coût de ces matériaux augmente si ces tarifs étaient mis en place. Un certain nombre d'entre eux craignaient que les entreprises pour lesquelles ils travaillaient ne se sentent contraintes d'augmenter les prix facturés aux consommateurs afin de compenser la hausse potentielle des coûts d'exploitation induite par les tarifs douaniers.

Il a été demandé aux participants des groupes basés en Colombie-Britannique, au Québec et au Canada atlantique, ainsi qu'à ceux vivant d'un chèque de paye à l'autre résidant dans les Prairies, aux travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la

réponse envisagée par le gouvernement du Canada aux tarifs douaniers imposés par le gouvernement américain sur l'acier et l'aluminium. Seul un petit nombre d'entre eux ont déclaré avoir entendu quelque chose à ce propos, le niveau de sensibilisation étant généralement plus élevé parmi les participants des groupes interrogés plus tard durant le cycle d'établissement de rapports. Plusieurs participants parmi ceux qui avaient déclaré avoir entendu quelque chose à ce sujet, ont dit croire que le gouvernement fédéral projetait de mettre en place ses propres contre-mesures tarifaires si les États-Unis donnaient suite à leur tarifs. Quelques-uns d'entre eux ont mentionné avoir eu vent d'autres mesures potentielles qui avaient, selon eux, fait l'objet de discussions de la part de représentants fédéraux, dont la mesure visant à restreindre les exportations d'énergie vers les États-Unis ainsi que le retrait de certains produits américains, comme le bourbon, des rayons de certains commerces. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a déclaré que ces tarifs douaniers étaient injustifiés et qu'il collaborera avec les États-Unis pour mettre en évidence les répercussions négatives qu'auraient ces tarifs sur les deux pays. Il a également indiqué qu'il coordonnait une réponse en consultation avec des partenaires ailleurs dans le monde.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient de cette réponse initiale du gouvernement fédéral, la plupart des participants ont émis des commentaires positifs. Si un certain nombre d'entre eux estimaient que cet énoncé ne fournissait pas suffisamment d'informations au sujet des mesures précises qui seraient prises en réponse à ces tarifs, d'autres étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait agi ainsi intentionnellement, disant croire qu'il s'employait probablement à préparer toute une série de contre-mesures qui pourraient être mises en œuvre selon que les tarifs américains entreraient ou non en vigueur et selon la tarification qui serait finalement imposée. Bon nombre de participants estimaient qu'il était très important que le gouvernement fédéral se tourne vers d'autres partenaires commerciaux internationaux et considéraient que cela devait à l'avenir constituer une de ses principales priorités.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils avaient connaissance de quelconques mesures que prenait le gouvernement fédéral pour aider le Canada à faire face à d'éventuelles difficultés économiques résultant de tarifs sur l'acier et l'aluminium. Dans l'ensemble, très peu d'entre eux ont déclaré avoir entendu parler de quoi que ce soit à ce sujet, la plupart ayant le sentiment que peu de détails concrets avaient été fournis quant aux mesures potentielles qui seraient prises par le gouvernement du Canada dans ce dossier. En discutant des mesures que devrait prendre le gouvernement fédéral pour faire face à ces défis potentiels, si quelques participants ont suggéré qu'une aide financière (p. ex. des subventions, des bourses, ou des paiements directs) pourrait être fournie aux particuliers ayant été affectés par les tarifs, plusieurs d'entre eux étaient d'un autre avis. Parmi ces derniers, on estimait que toute aide financière accordée par le gouvernement du Canada devrait principalement servir à aider les travailleurs licenciés à accéder à la formation et aux compétences dont ils ont besoin pour réintégrer le marché du travail le plus rapidement possible. En discutant de la réponse du gouvernement fédéral à ces tarifs, on était d'avis que l'impact des tarifs sur l'acier et l'aluminium serait probablement plus disproportionné dans certains secteurs et certaines régions du pays que dans d'autres. À ce titre, on prévoyait que le gouvernement fédéral n'aurait

d'autre choix que de concevoir un large éventail de mesures, chacune visant à répondre aux besoins économiques particuliers des régions et des secteurs auxquels il cherchait à venir en aide.

On a demandé aux participants des groupes basés en Colombie-Britannique, au Québec, au Canada atlantique, ainsi qu'aux participants vivant d'un chèque de paye à l'autre résidant dans les Prairies, aux travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières leur avis concernant le potentiel octroi d'une aide financière du gouvernement fédéral aux entreprises touchées par les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium. Si plusieurs d'entre eux ont favorablement accueilli cette initiative, bon nombre de participants estimaient que toute aide accordée par le gouvernement canadien devait principalement être destinée à de petites et moyennes entreprises plutôt qu'à de grandes sociétés. Parmi ceux qui voyaient cette proposition d'un œil plus négatif, on était d'avis qu'il s'agirait probablement d'un programme très coûteux à administrer pour le gouvernement fédéral et qu'il ne constituait pas une solution viable à ce problème à long terme.

Les participants des groupes précédemment décrits se sont également vu poser la question de savoir s'ils étaient d'avis que le gouvernement du Canada doit envisager d'apporter des modifications au régime d'assurance-emploi pour venir en aide aux travailleurs affectés par ces tarifs. Si, dans l'ensemble, la plupart d'entre eux estimaient important que le gouvernement vienne en aide à ces travailleurs, tous s'entendaient pour dire que le régime d'assurance-emploi fonctionnait déjà comme il se doit et qu'il n'était pas nécessaire de le modifier. Plusieurs ont plutôt réaffirmé que toute aide du gouvernement du Canada devrait principalement viser à offrir des programmes d'éducation et de recyclage professionnel afin d'aider les travailleurs licenciés à trouver un nouvel emploi dans des secteurs en demande. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que le régime d'assurance-emploi gagnerait à faire l'objet d'ajustements, les initiatives proposées comprenaient notamment l'élargissement des critères d'admissibilité à l'assurance-emploi à un plus large éventail de travailleurs, la réduction du nombre d'heures requis pour avoir droit à des prestations d'assurance-emploi et l'augmentation de ces prestations afin de tenir compte de la hausse du coût de la vie au cours des dernières années.

Réponse globale aux tarifs (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur la réponse globale du gouvernement du Canada aux tarifs douaniers élargis qui avaient été annoncés par le gouvernement américain au cours des derniers mois. La teneur de ces discussions a changé au fur et à mesure que la situation entourant ces tarifs douaniers a évolué en temps réel. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir de l'information au sujet des mesures prises par le gouvernement fédéral en réponse aux tarifs douaniers proposés par les États-Unis.

Les participants des groupes composés de résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constituait un enjeu majeur et de membres de la population générale de l'Alberta se sont vu fournir l'information suivante :



Les États-Unis ont plus récemment affirmé leur intention d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur les produits canadiens et de 10 % sur les importations d'énergie canadiennes. En réponse à ces tarifs, le Canada a annoncé son intention d'imposer des contre-mesures tarifaires qui prendraient effet au même moment, dont des tarifs douaniers de 25 % sur un certain nombre de produits américains.

À la suite de pourparlers entre les deux dirigeants, chaque pays a mis en veille l'imposition de ces tarifs douaniers projetés.

Le gouvernement du Canada a également annoncé qu'il prendrait les mesures suivantes, en plus de celles qu'il avait déjà annoncées :

- *Inscrire les cartels sur la liste des organisations terroristes;*
- *Nommer un « tsar du fentanyl »;*
- *Établir une force de frappe transfrontalière pour lutter contre le crime organisé, le trafic de fentanyl et le blanchiment d'argent;*
- *Affecter 200 millions de dollars à la mise en œuvre d'une directive sur le crime organisé et le fentanyl.*

Les participants de tous les autres groupes se sont vu fournir l'information actualisée suivante au sujet de cette situation :

L'automne dernier, la nouvelle administration américaine a annoncé qu'elle imposerait des tarifs douaniers sur les produits canadiens jusqu'à ce qu'elle ait estimé que le Canada a pris des mesures suffisantes pour contrer le transit de fentanyl et le passage illégal de migrants du Canada vers les États-Unis. En réponse, le gouvernement du Canada a annoncé un programme d'aide de 1,3 milliard de dollars pour contribuer à la sécurité frontalière et au renforcement du système d'immigration.

Les États-Unis ont plus récemment indiqué qu'ils imposeraient des tarifs douaniers de 25 % sur des produits canadiens et de 10 % sur les importations d'énergie canadiennes. En réponse à ces tarifs, le Canada a annoncé son intention d'imposer des contre-mesures tarifaires qui prendraient effet au même moment, dont des tarifs douaniers de 25 % sur un certain nombre de produits américains.

À la suite de pourparlers entre les deux dirigeants, chaque pays a mis en veille l'imposition de ces tarifs douaniers projetés.

Après s'être vu fournir cette information, les participants de tous les groupes, à l'exception de ceux composés de travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, de propriétaires de petites et moyennes entreprises dans des secteurs dépendant de l'exportation, et de leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie, se sont vu poser la question de savoir s'ils considéraient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie dans sa réponse aux mesures prises par le gouvernement américain. Dans l'ensemble, la plupart des participants estimaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, et bon nombre d'entre eux étaient d'avis que sa réponse avait été ferme et décisive et qu'il avait clairement démontré son engagement à défendre le bien-être économique de ses citoyens. À la question de savoir si le gouvernement fédéral avait initialement adopté la bonne approche en ripostant avec des contre-mesures tarifaires, presque tous

les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une réponse juste et mesurée de la part du gouvernement canadien et prévoyaient que, si elles étaient mises en application, ces contre-mesures tarifaires entraîneraient des répercussions rapidement ressenties par les consommateurs américains. Parmi le petit nombre de personnes qui n'étaient pas du même avis, quelques-uns ont dit craindre que l'imposition de tarifs douaniers de représailles par le gouvernement fédéral ne conduise à une escalade du conflit commercial et à une détérioration des relations canado-américaines à long terme.

Les participants de quatre groupes (respectivement composés de particuliers résidant au Canada atlantique, au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, de leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux, de propriétaires de PME exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation et de travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec) se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils ont été invités à évaluer la performance du gouvernement du Canada dans divers domaines. Au nombre de ceux-ci figuraient la protection de la frontière canado-américaine, la protection des industries canadiennes, les démarches visant à éviter les tarifs douaniers américains et les mesures prises pour faire face à la crise des opioïdes.

Dans l'ensemble, les mesures du gouvernement fédéral ayant suscité les commentaires les plus positifs de la part des participants concernaient sa réponse aux tarifs douaniers américains et les démarches qu'il avait entreprises pour les éviter, ainsi que les efforts qu'il avait déployés pour protéger la frontière canado-américaine. De l'avis général, le gouvernement fédéral avait, dans les deux cas, fait du mieux qu'il pouvait pour répondre aux préoccupations exprimées par les États-Unis (dont le trafic de fentanyl et la migration irrégulière) et pris de nombreuses mesures pour éviter l'imposition de nouveaux tarifs douaniers dans les années à venir. Les participants ont exprimé des avis partagés quant à leur évaluation des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour protéger les industries canadiennes. On était d'avis que, même si des efforts accrus avaient été déployés au cours des dernières semaines et des derniers mois pour protéger les travailleurs et les industries canadiennes, davantage aurait pu être fait au cours des dernières années pour diversifier les relations commerciales du Canada et accroître la production intérieure du pays de manière à éviter que l'économie ne devienne trop dépendante du commerce international. Bon nombre de participants estimaient que la réponse du gouvernement fédéral à la crise des opioïdes était largement perfectible. Si certains d'entre eux ont réitéré l'opinion selon laquelle les préoccupations du gouvernement américain concernant le trafic de fentanyl du Canada vers les États-Unis étaient grandement exagérées, de l'avis général, les opioïdes avaient des répercussions préjudiciables au sein de nombreuses collectivités canadiennes et davantage devait être fait pour remédier à ce problème.

Les participants de six groupes se sont vu poser quelques questions complémentaires portant plus précisément sur la nomination annoncée par le gouvernement du Canada d'un tsar du fentanyl chargé de gérer ce problème et de réprimer le trafic de cette substance à la frontière entre le Canada et les États-Unis. Les participants des groupes composés de membres des populations générales de la Colombie-Britannique et de l'Alberta et de résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie



constituait un enjeu majeur se sont vu poser la question de savoir ce qui leur venait à l'esprit en entendant le terme « tsar du fentanyl ». Bon nombre d'entre eux supposaient qu'un « tsar du fentanyl » serait vraisemblablement un fonctionnaire chargé de superviser l'ensemble des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour venir à bout du trafic de fentanyl à la frontière canado-américaine. On prévoyait que cette personne agirait en tant qu'intermédiaire afin de faciliter la coordination des efforts conjoints déployés dans ce dossier par d'autres organismes fédéraux, dont la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Quelques participants s'interrogeaient sur le choix du mot « tsar » pour désigner cette fonction, estimant que ce terme était rarement utilisé dans un contexte officiel au Canada.

Les participants des groupes composés de membres de la population générale du Canada atlantique et du Québec, ainsi que de particuliers vivant d'un chèque de paye à l'autre dans les Prairies, se sont vu fournir de l'information supplémentaire au sujet de cette nouvelle fonction et de la crise mondiale du fentanyl :

Le gouvernement du Canada a aussi récemment annoncé qu'en plus du programme d'aide de 1,3 milliard de dollars, il avait nommé un « tsar du fentanyl » ayant pour titre officiel « commissaire à la lutte contre le fentanyl au Canada ». Son rôle consiste à prendre en main et coordonner les différentes initiatives fédérales du gouvernement canadien et à réunir des entités fédérales et d'autres intervenants afin de mettre en œuvre des mesures pour lutter contre la crise mondiale du fentanyl.

Faisant part de leurs réflexions concernant la création de ce nouveau poste, si peu de participants estimaient que la nomination d'un « tsar du fentanyl » contribuerait considérablement à réduire les méfaits causés par cette substance, la plupart d'entre eux ne voyaient aucun inconvénient à ce que le gouvernement fédéral ait adopté cette mesure. Un certain nombre de participants étaient d'avis que, même s'ils estimaient que le gouvernement du Canada prenait probablement cette mesure dans le but principal de répondre aux préoccupations du gouvernement américain concernant le passage du fentanyl à la frontière canado-américaine, toute mesure visant à lutter contre le fentanyl et à en réduire la prévalence au sein des collectivités canadiennes constituait un pas dans la bonne direction. À la question de savoir si le gouvernement fédéral en faisait assez pour contribuer à la lutte contre la crise mondiale du fentanyl, seuls quelques-uns d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre de participants étaient d'avis que les efforts de réduction des méfaits déployés dans certaines régions du pays, dont la création de sites de consommation supervisée ainsi que la dépénalisation de certaines quantités de substances dangereuses, dont les opioïdes, avaient contribué à accroître la prévalence de drogues, et notamment de fentanyl, au sein de nombreuses collectivités. On estimait que, outre la création d'un « tsar du fentanyl », il fallait prévoir des peines plus sévères pour les fabricants et les trafiquants de fentanyl, ainsi qu'un meilleur accès aux services de traitement destinés aux personnes aux prises avec une dépendance.

Après s'être vu informer que l'application par les États-Unis de ces tarifs douaniers élargis était suspendue pendant 30 jours (au moment de la tenue des groupes de discussion), les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que les États-Unis proposent à nouveau des tarifs douaniers élargis sur les produits importés du Canada. La plupart des participants ont répondu



par l'affirmative, plusieurs d'entre eux s'attendant à ce qu'il s'agisse d'une tactique continue du gouvernement américain dans un avenir prévisible. De l'avis général, le gouvernement américain actuel était assez imprévisible et il était donc difficile de prévoir avec certitude quelles mesures il prendrait ensuite en ce qui concerne ces tarifs.

Les participants de six groupes, respectivement composés de membres de la population générale du Canada atlantique, du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, de particuliers vivant d'un chèque de paye à l'autre résidant dans les Prairies et de résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constituait un enjeu majeur, se sont vu poser la question complémentaire de savoir ce que le gouvernement du Canada pourrait, selon eux, faire de plus pour empêcher les États-Unis d'imposer des tarifs douaniers élargis sur les produits canadiens à court ou à long terme. Si la plupart d'entre eux estimaient que le gouvernement devait poursuivre ses négociations avec les États-Unis dans ce dossier, plusieurs participants étaient d'avis qu'il n'y avait pas grand-chose à faire pour faire changer la position du gouvernement américain à cet égard. Dans cette optique, plusieurs ont réitéré l'opinion selon laquelle il fallait redoubler d'efforts pour consolider les relations commerciales du Canada avec d'autres partenaires internationaux et prendre des mesures pour rendre le pays plus autosuffisant dans des domaines tels que la production énergétique et le secteur manufacturier.

Contre-mesures tarifaires potentielles (travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada-États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur les contre-mesures tarifaires que pourrait prendre le gouvernement du Canada si les États-Unis décidaient d'aller de l'avant en appliquant les tarifs proposés sur les importations canadiennes. À la question de savoir quelle devrait, selon eux, être la réponse du gouvernement fédéral si les États-Unis appliquaient ces tarifs douaniers, les participants ont fourni des réponses diverses et variées. Plusieurs participants recommandaient d'imposer des tarifs douaniers équivalents sur les importations américaines comme moyen d'apparier tout tarif douanier imposé sur des produits canadiens, d'intensifier les efforts visant à élargir et à renforcer les autres partenariats commerciaux du Canada et d'adopter des mesures visant à réduire les obstacles actuels au commerce intérieur entre les provinces et territoires du Canada. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que davantage pouvait également être fait pour rendre le Canada plus autosuffisant en matière de production énergétique, notamment en construisant des infrastructures telles que des oléoducs et des raffineries qui permettraient de produire davantage de pétrole et de gaz au Canada. Quelques-uns d'entre eux estimaient également qu'en plus de mettre en place des contre-mesures tarifaires, le gouvernement fédéral devrait prendre des mesures pour répondre aux préoccupations du gouvernement américain concernant les niveaux prétendument

élevés d'immigration irrégulière et de trafic de fentanyl à la frontière canado-américaine, afin de démontrer son engagement à résoudre ce problème.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de mesures que le gouvernement du Canada pourrait envisager d'appliquer en réponse aux tarifs douaniers américains et ont été invités à choisir celles qui, selon eux, seraient les plus efficaces à cet effet. Au nombre des mesures présentées aux participants, citons :

- *Le Canada impose des tarifs dollar pour dollar sur des importations américaines;*
- *Le Canada impose des tarifs sur des articles comme le jus d'orange, le bourbon, et les motocyclettes;*
- *Le Canada restreint les exportations d'hydroélectricité vers les États-Unis;*
- *Le Canada restreint les exportations de pétrole et de gaz vers les États-Unis;*
- *Le Canada restreint les exportations de minéraux critiques vers les États-Unis;*
- *Le Canada limite l'importation de produits laitiers en provenance des États-Unis;*
- *Le Canada encourage les consommateurs à « acheter canadien » en appui aux entreprises touchées par les tarifs.*

Dans l'ensemble, les participants ont exprimé le plus haut niveau de soutien pour la mesure visant à restreindre les exportations canadiennes de pétrole et de gaz vers les États-Unis, bon nombre d'entre eux estimant qu'elle entraînerait des répercussions considérables sur les entreprises et les consommateurs américains. Un grand nombre d'entre eux se sont également prononcés en faveur de mesures visant à restreindre les exportations d'hydroélectricité et de minéraux critiques. Concernant plus particulièrement les exportations d'hydroélectricité, on était d'avis que le fait de restreindre ces exportations entraînerait probablement une hausse considérable des coûts énergétiques au détriment d'un grand nombre de ménages américains et que cette mesure pourrait s'avérer efficace pour exercer de la pression sur le gouvernement américain afin qu'il annule ses tarifs proposés. De même, plusieurs participants avaient le sentiment que de nombreuses entreprises et fabricants américains étaient fortement dépendants des exportations de minéraux essentiels du Canada et estimaient qu'en restreignant ces ressources, le gouvernement canadien prendrait fermement position contre d'éventuels tarifs douaniers. Un certain nombre d'entre eux se sont déclarés favorables à l'idée d'encourager les Canadiens à acheter des produits et services canadiens. Parmi ces participants, on estimait que cela aurait pour effet d'unifier la population, d'augmenter les revenus des entreprises canadiennes et d'aider à retenir davantage d'argent au sein de l'économie canadienne.

Un nombre moins important d'entre eux a choisi l'imposition de tarifs dollar pour dollar et de tarifs ciblés. Parmi les participants ayant choisi l'imposition de tarifs douaniers dollar pour dollar, on était d'avis qu'il s'agissait de l'approche la plus directe pour répondre à ces mesures, un certain nombre d'entre eux estimant que cela constituait une réponse bien proportionnée à tout tarif douanier appliqué à des produits canadiens. Parmi les participants en faveur de tarifs ciblés, on estimait que l'application de tarifs sur certains produits (tels que le jus d'orange et le bourbon) permettrait d'impacter tout particulièrement les états américains les plus favorables au gouvernement en place et inciterait peut-être même les États-Unis à changer d'avis concernant l'imposition de tarifs sur le Canada à l'avenir. Aucun participant ne considérait la mesure visant à limiter les importations de

produits laitiers en provenance des États-Unis comme une réponse efficace à d'éventuels tarifs douaniers. Un petit nombre de participants ne croyaient pas que l'une ou l'autre de ces mesures puisse être efficace, quelques participants estimant qu'étant donné la taille beaucoup plus importante du marché américain, il serait difficile pour le Canada de répondre à ces tarifs douaniers sans par le fait même porter gravement atteinte à l'économie canadienne.

Les participants des groupes composés de travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien ainsi que de résidents du Canada atlantique, du Québec, du Manitoba et de la Saskatchewan pour qui les relations Canada-États-Unis constituaient un enjeu majeur se sont vu poser la question de savoir s'ils verraient un inconvénient à ce que le gouvernement du Canada restreigne les exportations d'énergie (pétrole, gaz naturel et hydroélectricité) vers les États-Unis dans le cadre de sa réponse à ces tarifs douaniers proposés. Un certain nombre d'entre eux craignaient que cette mesure entraîne une augmentation du prix des carburants et de l'énergie pour les Canadiens et ait un impact négatif dans des provinces comme l'Alberta et le Québec, dont les économies sont considérées comme fortement dépendantes du pétrole, du gaz et de l'hydroélectricité. Quelques participants ont à nouveau dit craindre que cette mesure ait un impact considérable sur les consommateurs américains et qu'elle nuise durablement aux relations entre le Canada et les États-Unis.

Les participants de deux groupes respectivement composés de propriétaires de PME exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation et de travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec se sont vu poser la question de savoir quelles seraient, à leur avis, les répercussions d'un conflit commercial continu avec les États-Unis sur l'économie canadienne. Un grand nombre d'entre eux estimaient que si cette situation devait perdurer, elle entraînerait une grande incertitude économique dans les deux pays et une hausse des prix à la consommation de produits tels que les denrées alimentaires, le carburant et les automobiles. Tout en s'attendant à devoir faire face à des difficultés économiques à court terme, certains participants estimaient toutefois qu'une perturbation des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis pourrait contribuer à promouvoir une plus grande diversification de l'économie canadienne et à en renforcer l'autosuffisance à long terme. Lorsqu'on leur a demandé si la perspective d'une récession économique ou de pertes d'emplois au Canada les préoccupait, presque tous ont répondu par l'affirmative.

À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que leurs secteurs d'activités soient impactés par ces tarifs, tous les participants des groupes susmentionnés étaient d'avis qu'ils le seraient, bon nombre d'entre eux déclarant avoir déjà commencé à ressentir des répercussions négatives sur l'économie. Plusieurs d'entre eux ont déclaré que leurs clients aux États-Unis avaient suspendu des commandes au cours des dernières semaines en prévision de ces éventuels tarifs et un certain nombre de propriétaires de PME ont indiqué avoir réduit leurs dépenses et avoir fait provision de produits d'importation en provenance des États-Unis. Lorsqu'on leur a demandé si les tarifs américains auraient, à leur avis, des répercussions sur leur secteur d'activité, presque tous les participants des groupes composés de travailleurs résidant au Québec ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que les tarifs douaniers mis en place par les États-Unis entraîneraient un ralentissement

important de leurs ventes auprès de clients américains et feraient augmenter les coûts du transport de fournitures et de matériaux essentiels depuis le Canada vers les États-Unis.

Les participants du groupe composé de résidents de la Saskatchewan, du Manitoba, du Québec et du Canada atlantique pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur se sont prêtés à un exercice complémentaire dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour venir en aide aux travailleurs de secteurs d'activité impactés par les tarifs et inviter à indiquer leur niveau d'appui pour chacune d'elles. Au nombre de ces mesures :

- *L'annulation de la période d'attente pour les prestations de l'assurance-emploi de travailleurs licenciés en raison des tarifs;*
- *L'offre de prêts exempts d'intérêt aux entreprises de secteurs touchés par les tarifs;*
- *Le versement de subventions salariales aux entreprises touchées par les tarifs.*
- *L'augmentation des prestations d'assurance-emploi des travailleurs licenciés en raison des tarifs.*

Dans l'ensemble, l'initiative visant à offrir des prêts sans intérêt aux entreprises des secteurs touchés par les tarifs douaniers a reçu le plus haut niveau d'approbation. Plusieurs participants considéraient que dans le cadre de cette initiative, une aide concrète et immédiate pourrait être apportée aux entreprises en difficulté en raison des tarifs douaniers et que ces dernières n'auraient pas trop de mal à rembourser leur dette par la suite, étant donné que ces prêts étaient exempts d'intérêt. Si les participants favorables à l'octroi d'une subvention salariale aux entreprises des secteurs touchés par les droits de douane étaient plus nombreux que ceux qui s'y opposaient, plusieurs d'entre eux ont exprimé des réserves quant au bien-fondé de cette initiative, se demandant si elle serait financièrement viable à grande échelle. Les participants en faveur de la mesure visant à annuler la période d'attente pour les prestations d'assurance-emploi de travailleurs licenciés en raison des tarifs étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui n'étaient pas du même avis. Parmi ceux qui étaient favorables à cette initiative, on estimait qu'elle apporterait un soutien immédiat aux travailleurs licenciés en leur permettant de retrouver une certaine stabilité dans leur vie et de continuer à joindre les deux bouts. Les participants ont réagi de manière tout aussi partagée à la proposition d'augmenter les prestations d'assurance-emploi pour les travailleurs licenciés en raison des tarifs douaniers. Si certains d'entre eux étaient d'avis que cette mesure aiderait les travailleurs touchés par ces tarifs, d'autres craignaient que ce programme soit utilisé à mauvais escient et que les travailleurs licenciés soient moins motivés à retourner au travail si les prestations versées étaient plus élevées.

Les participants de groupes composés de leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux, de propriétaires de PME exerçant leurs activités dans des secteurs dépendants de l'exportation et de travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec se sont vu présenter l'information suivante concernant la réponse du gouvernement du Canada aux tarifs douaniers proposés :

Selon les dires de certains, le Canada devrait prendre tous les moyens nécessaires pour répondre aux tarifs imposés par les États-Unis sur les produits canadiens, aussi pénibles soient-ils. D'autres sont d'avis

que le Canada ne devrait pas imposer de contre-mesures, car cela ne fera qu'empirer la situation des Canadiens.

En considérant ces deux points de vue comme étant les deux extrêmes d'un continuum, on a demandé aux participants, où devrait, selon eux, s'arrêter la réponse du gouvernement du Canada aux tarifs douaniers. Dans l'ensemble, presque tous les participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait prendre tous les moyens nécessaires pour répondre aux tarifs douaniers américains et estimaient essentiel que le Canada défende son indépendance économique et sa souveraineté. Si bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce que cela entraîne un conflit commercial de longue haleine avec les États-Unis et d'éventuelles difficultés financières pour les ménages canadiens, on estimait qu'il était essentiel que le gouvernement fédéral démontre sa volonté de répondre à ces tarifs douaniers par ses propres contre-mesures tarifaires. Un plus petit nombre d'entre eux se disaient d'avis que, s'il était important que le gouvernement du Canada réponde d'une manière ou d'une autre aux tarifs proposés par les États-Unis, ils ne souhaitaient pas que cette question dégénère en un conflit commercial à grande échelle qui aurait répercussions négatives tant pour les Canadiens que pour les Américains.

Commerce intérieur (résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur le commerce intérieur entre les provinces et territoires du Canada. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du marché intérieur canadien, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Après s'être vu informer que des discussions avaient récemment eu lieu au sujet de mesures à prendre pour faciliter le commerce intérieur entre les provinces et territoires du Canada et des efforts à consentir pour faciliter l'accès à l'emploi de travailleurs qualifiés partout au Canada, presque tous les participants ont réagi de façon positive. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que cette approche contribuerait à réduire les prix à la consommation, dont ceux des produits d'épicerie et des boissons alcoolisées. Plusieurs participants estimaient en outre que la suppression de ces barrières contribuerait à unifier les Canadiens autour de la réponse du pays à l'imposition potentielle de tarifs douaniers américains, en rendant l'achat de produits fabriqués au Canada plus

abordable dans l'intérêt des consommateurs. En se focalisant tout particulièrement sur l'objectif visant à faciliter l'accès à l'emploi de travailleurs qualifiés partout au Canada, plusieurs participants remettaient en question l'importance de ce problème à l'heure actuelle, étant d'avis que (dans la plupart des cas) les Canadiens pouvaient déjà travailler n'importe où au pays.

À la question de savoir si l'adoption de mesures visant à réduire les obstacles au commerce intérieur contribuerait à renforcer l'économie canadienne, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux estimaient que cela faciliterait les activités d'entreprises canadiennes partout au pays et favoriserait une plus grande coopération économique entre provinces et territoires. Un certain nombre de participants se demandaient quelles raisons avaient motivé la mise en place de ces barrières internes et estimaient que, même si ces tarifs douaniers n'étaient finalement pas appliqués par les États-Unis, il fallait redoubler d'efforts pour faciliter un libre-échange d'un océan à l'autre au Canada. Discutant de la question de savoir si ces mesures aideraient le Canada à surmonter les défis posés par l'imposition de tarifs douaniers ou d'autres problèmes liés au commerce international, si la plupart des participants étaient d'avis qu'elles entraîneraient des répercussions positives, peu d'entre eux estimaient qu'elles suffiraient à elles seules à surmonter ces difficultés.

Les participants se sont ensuite vu informer que, pour faciliter le commerce intérieur, des discussions ont également été tenues au sujet de l'éventuelle construction de lignes de transport pouvant acheminer l'électricité d'est en ouest, ainsi que des oléoducs et gazoducs pour acheminer le pétrole et le gaz d'ouest en est. Presque tous les participants ont favorablement réagi, bon nombre d'entre eux s'attendant à ce que cette approche contribue à long terme à réduire les coûts énergétiques dans l'intérêt des Canadiens et à promouvoir une plus grande collaboration entre les provinces et territoires du pays. On était également d'avis que, des projets d'infrastructure à grande échelle et notamment la construction d'oléoducs et de lignes de transport pourraient, dans les années à venir, constituer une source non négligeable d'emplois bien rémunérés pour les travailleurs canadiens qualifiés. À la question de savoir s'ils voyaient des inconvénients à cette approche, plusieurs participants se disaient préoccupés par les coûts potentiellement élevés liés à la construction de ces infrastructures supplémentaires et mettaient en doute la faisabilité économique de ces projets. Certains d'entre eux ont en outre exprimé des préoccupations quant aux répercussions environnementales potentielles d'investissements accrus dans des sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le gaz, craignant que cela n'ait des répercussions préjudiciables à l'environnement et n'aggrave des problèmes liés au changement climatique dans les années à venir.

Acheter canadien (leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie, propriétaires de petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions approfondies au sujet de la stratégie « Achetez canadien », incitant les consommateurs à acheter des produits et services canadiens en priorité. Invités à faire part de leurs réflexions au sujet de cette stratégie, tous les participants ont émis des commentaires positifs, bon nombre d'entre eux estimant qu'il s'agirait d'un moyen efficace de répondre aux tarifs douaniers que pourraient imposer les États-Unis et d'appuyer les entreprises et fabricants canadiens. Plusieurs d'entre eux ont mentionné avoir déjà commencé à adopter cette approche au cours des dernières semaines et avoir remarqué que de nombreuses chaînes d'épicerie et autres entreprises de leur région avaient commencé à apposer des mentions « Fait au Canada » ou des symboles représentant une feuille d'érable afin d'aider les consommateurs à identifier les produits fabriqués au Canada. À ce sujet, quelques participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage pour inciter les fabricants et les entreprises canadiennes à indiquer plus clairement sur leurs étiquettes que leurs produits sont de fabrication canadienne. On estimait en outre que le gouvernement du Canada devait instaurer des règlements et des mesures de surveillance supplémentaires afin de s'assurer que des entreprises et des produits étrangers ne puissent être faussement présentés comme étant canadiens. À la question de savoir combien de temps les Canadiens seraient, selon eux, prêts à acheter des produits et services canadiens, la plupart des participants étaient d'avis que les consommateurs maintiendraient cette approche aussi longtemps qu'ils le pourraient. Un certain nombre d'entre eux estimaient que les consommateurs seraient d'autant plus disposés à acheter des produits canadiens si des efforts pouvaient être déployés pour rendre ses produits plus abordables.

Lorsqu'on leur a posé la question de savoir ce qu'impliquerait, selon eux, l'élargissement d'une stratégie « Choisir canadien » à d'autres aspects de leur vie, les participants ont fourni un éventail de réponses. Au nombre de celles-ci, citons le fait de ne choisir que des entreprises exerçant leurs activités au Canada et embauchant principalement des travailleurs canadiens (plutôt que de sous-traiter leurs activités à d'autres pays), de voyager et de passer ses vacances au Canada plutôt que dans des pays comme les États-Unis, de s'impliquer davantage dans des initiatives communautaires locales et de travailler de concert pour aider d'autres Canadiens à faire face à d'éventuelles difficultés financières découlant des tarifs douaniers. Parmi les participants du groupe composé de propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) exerçant leurs activités dans des secteurs dépendant de l'exportation, on était d'avis que les entreprises canadiennes pourraient également adopter la stratégie

« Acheter canadien » en orientant davantage leurs achats vers des fournitures et des produits locaux et en réduisant leurs engagements commerciaux aux États-Unis à l'avenir.

À la question de savoir ce que cela signifiait pour eux que d'être Canadien et quelles images ou quels comportements leur venaient à l'esprit en pensant au Canada et aux Canadiens, bon nombre d'entre eux ont mentionné des valeurs telles que la bienveillance, l'empathie et la coopération, qu'ils considéraient comme étant emblématiques du pays. De l'avis général, les Canadiens étaient des gens travailleurs, impliqués dans leur communauté, respectueux de la primauté du droit et défenseurs de causes telles que le maintien de la paix sur la scène internationale. Au nombre des autres images et aspects mentionnés par les participants qui, selon eux, caractérisaient le Canada, mentionnons le système universel de soins de santé, l'éducation perçue comme étant de grande qualité, certains sports, dont le hockey, ainsi que l'engagement des Canadiens à défendre les valeurs que sont la diversité et l'inclusion.

Mesures en matière de sécurité frontalière (Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions portant sur les mesures que le gouvernement du Canada avait récemment annoncées en matière de sécurité frontalière. Après s'être vu informer que le gouvernement américain ne considérait pas que le Canada avait pris des mesures suffisantes pour régler les problèmes que constituent la migration irrégulière et le trafic de fentanyl depuis le Canada vers les États-Unis, les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils considéraient ces enjeux comme majeurs, mineurs ou inexistantes. Concernant plus particulièrement le fentanyl, très peu de participants étaient d'avis qu'il constituait un problème, et bon nombre d'entre eux avaient le sentiment que seule une infime partie du fentanyl entrant aux États-Unis passait par le Canada. De même, seul un petit nombre de participants était d'avis que la migration irrégulière vers les États-Unis depuis le Canada constituait un problème, peu d'entre eux ayant déclaré en avoir entendu parler.

À la question de savoir si, en se fondant sur leur connaissance des faits, ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante en ce qui concerne la gestion de ces enjeux, la plupart des participants estimaient qu'il était sur la bonne voie dans ces deux dossiers. Plusieurs d'entre eux ont réaffirmé que, compte tenu du fait que le trafic de fentanyl et la migration irrégulière du Canada vers les États-Unis ne constituaient pas, à leurs yeux, de véritables problèmes à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral faisait du bon travail en ce qui concerne la gestion de ces problèmes. Quelques-uns d'entre eux se souvenaient en outre avoir entendu dire que le gouvernement du Canada s'était récemment engagé à prendre des mesures pour remédier à ces problèmes à l'avenir, en partie en raison des préoccupations exprimées par le gouvernement

américain. Afin de faciliter la conversation, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

En réponse aux tarifs douaniers proposés l'automne dernier, le gouvernement du Canada a annoncé un ensemble de mesures d'aide financière totalisant 1,3 milliard de dollars pour aider à sécuriser la frontière et à renforcer le système d'immigration, à savoir :

- *un soutien aux forces de l'ordre pour la détection et l'interception de drogues illicites comprenant de nouveaux outils d'intelligence artificielle ainsi que des équipes canines;*
- *le renforcement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 de la surveillance de la frontière canado-américaine incluant le recours à des hélicoptères et des drones;*
- *des outils destinés à sévir contre le crime organisé et le trafic de fentanyl avec plus d'efficacité;*
- *la réduction des volumes inutiles à la frontière, incluant le pouvoir d'annuler, de modifier ou de suspendre des documents d'immigration afin de pouvoir gérer le nombre de personnes entrant au Canada ou transitant par celui-ci et d'imposer de nouveaux coûts et de nouvelles restrictions aux pays qui ne facilitent pas rapidement le retour de leurs citoyens lorsque ceux-ci enfreignent la législation canadienne en matière d'immigration;*
- *Assurer la présence d'un total de 10 000 agents de première ligne à la frontière.*

Un grand nombre de participants ont réagi positivement à cette information, estimant qu'il s'agissait d'une réponse directe et logique de la part du gouvernement fédéral aux préoccupations du gouvernement américain à cet égard. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, en plus de renforcer la sécurité à la frontière canado-américaine, ces mesures contribueraient également à protéger l'économie canadienne si elles amenaient le gouvernement américain à suspendre ou à annuler les tarifs douaniers qu'il propose. Parmi le petit nombre de participants dont l'opinion était moins favorable, certains estimaient que la plupart de ces mesures étaient inutiles étant donné la faible incidence perçue de ces problèmes et que les 1,3 milliard de dollars investis dans ces initiatives pourraient être mieux dépensés à d'autres fins, dont la réduction du coût de la vie et l'amélioration de la situation financière des ménages et des entreprises canadiens.

Dépenses en matière de défense nationale (résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions au sujet des dépenses du gouvernement du Canada en matière de défense nationale. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à ce sujet, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui avaient entendu quelque chose à ce propos, on disait croire que des pressions croissantes avaient récemment été exercées (en particulier de la part du gouvernement américain) pour que le Canada augmente ses dépenses en matière de défense et

respecte les engagements financiers pris dans le cadre d'alliances comme celle de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Discutant de la question de savoir si, à leur avis, le gouvernement du Canada dépensait, trop, trop peu ou un montant à peu près convenable en matière de défense nationale, les participants estimant qu'il dépensait trop peu étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui considéraient que le montant de ses dépenses en matière de défense était à peu près convenable. Très peu d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral dépensait trop dans ce domaine. Parmi ceux qui considéraient que le gouvernement du Canada dépensait trop en matière de défense nationale, plusieurs croyaient qu'il fallait investir davantage dans le renforcement des Forces armées canadiennes (FAC), incluant la modernisation de l'équipement, augmenter la rémunération du personnel militaire et améliorer les options en matière de logement offertes aux membres des FAC et leurs familles. Parmi les participants estimant que le gouvernement fédéral consacrait un montant à peu près convenable pour la défense nationale, un grand nombre d'entre eux ont déclaré que, compte tenu du rôle de gardien de la paix que le Canada avait joué de longue date sur la scène internationale, une plus grande priorité devait être accordée aux efforts visant à apaiser les tensions géopolitiques plutôt qu'à augmenter les dépenses militaires. On était également d'avis que compte tenu des autres difficultés auxquelles étaient actuellement confrontés les Canadiens (inflation, coût de la vie perçu comme étant élevé) le gouvernement fédéral pourrait, à long terme, avoir du mal à assumer une augmentation substantielle de ses dépenses en matière de défense.

Afin de faciliter la conversation, les participants résidant en Alberta se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada s'est engagé à augmenter ses dépenses en matière de défense afin d'atteindre l'objectif de 2 % du PIB de l'OTAN d'ici 2032. Cette augmentation des dépenses comprendra des investissements visant notamment à moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, à acquérir de nouveaux équipements, dont des avions de combat à réaction, à renforcer la cybersécurité et à optimiser les efforts de recrutement au sein des Forces armées.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient de la décision du gouvernement fédéral d'augmenter ses dépenses de défense afin d'atteindre l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN d'ici 2032, si certains participants se demandaient si une telle mesure était économiquement viable, presque tous estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada respecte les engagements en matière de défense qu'il a pris envers ses alliés de l'OTAN. En discutant de mesures particulières que le gouvernement fédéral devrait privilégier en augmentant ses dépenses consacrées à la défense, les participants ont mentionné le renforcement des mécanismes de défense du Canada contre les menaces à la cybersécurité, ainsi que l'augmentation des investissements destinés à l'achat d'aéronefs modernisés et notamment d'avions de combat et de drones. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient de l'échéancier de 2032 fixé par le gouvernement du Canada pour atteindre cet objectif, la plupart d'entre eux ont indiqué qu'il leur semblait raisonnable.

Les participants du groupe de participants de la Nouvelle-Écosse se sont vu présenter de l'information actualisée portant sur un récent engagement de la part du gouvernement consistant à raccourcir son échéancier pour atteindre l'objectif de 2 pour cent du PIB :

Le gouvernement du Canada a récemment indiqué qu'il se fixait pour objectif d'augmenter ses dépenses en matière de défense afin d'atteindre l'objectif de 2 pour cent du PIB fixé par l'OTAN d'ici 2027, soit cinq ans plus tôt que l'échéance précédente de 2032. Cette augmentation des dépenses comprendra des investissements visant notamment à moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, à acquérir de nouveaux équipements, dont des avions de combat à réaction, à renforcer la cybersécurité et à optimiser les efforts de recrutement au sein des Forces armées.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient de cet échéancier accéléré, la plupart des participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, plusieurs d'entre eux exprimant l'opinion que le Canada devait avoir pour objectif d'atteindre dès que possible son engagement de 2 % du PIB envers l'OTAN. En discutant des initiatives qui devraient, à leur avis, être priorisées dans le cadre de ces dépenses accrues, les participants ont mentionné la cybersécurité, la protection du Nord canadien (incluant la souveraineté de ses ressources naturelles), des investissements destinés à la modernisation de l'équipement et de l'armement, ainsi que l'amélioration des salaires et de la qualité de vie du personnel des FAC.

Les participants des deux groupes se sont vu informer que les États-Unis avaient récemment annoncé qu'ils demanderaient à tous les pays membres de l'OTAN, y compris au Canada, d'augmenter leurs dépenses en matière de défense à 5 pour cent de leur PIB. En guise de contexte supplémentaire, il a été précisé aux participants que ce montant serait supérieur à ce que dépense actuellement n'importe quel pays de l'OTAN en matière de défense nationale. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient pour ou contre l'augmentation des dépenses militaires du gouvernement du Canada à 5 pour cent du PIB, presque tous les participants ont négativement réagi à cette idée. Bon nombre d'entre eux estimaient que 5 pour cent du PIB constituait un montant trop élevé à consacrer à la défense nationale, et à plus forte raison compte tenu des autres défis économiques auxquels les Canadiens étaient actuellement confrontés.

Évoquant les motifs pour lesquels les États-Unis avaient, selon eux, demandé au gouvernement canadien d'augmenter ses dépenses en matière de défense, quelques participants étaient d'avis que cette demande découlait du souhait du nouveau gouvernement américain de voir ses alliés jouer un rôle accru dans la défense de l'Amérique du Nord contre d'éventuels adversaires. À la question de savoir si, le fait que ce soit les États-Unis qui aient demandé au Canada d'augmenter ses dépenses en matière de défense nationale avait, à leur avis, eu pour effet d'augmenter l'importance de cette question, si certains d'entre eux estimaient que ces demandes avaient davantage mis en lumière cette problématique, peu d'entre eux considéraient qu'elle avait pris plus d'importance.

Banques américaines au Canada (Alberta)

Les participants d'un groupe composé de résidents de l'Alberta ont pris part à une brève discussion au sujet des banques américaines exerçant des activités au Canada. À la question de savoir s'ils avaient

récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à ce sujet, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la conversation, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le secteur bancaire canadien comprend à la fois des banques nationales et étrangères, dont des banques américaines. Toutes les institutions financières au Canada, y compris les banques américaines, doivent se conformer aux règlements applicables en vertu de la Loi sur les banques fédérale. Les États-Unis ont toutefois exprimé des préoccupations quant à la capacité des institutions financières américaines à exercer leurs activités au Canada.

En discutant de la question de savoir comment le gouvernement du Canada devait, à leur avis, répondre aux préoccupations des États-Unis, bon nombre de participants se sont dit favorables à une augmentation des activités bancaires américaines au Canada, même si, de l'avis général, toute institution financière doit se conformer à la réglementation canadienne et qu'aucune exception ne devait être faite à cet égard. Un certain nombre de participants avaient le sentiment que la réglementation régissant le système bancaire et financier canadien avait joué un rôle crucial pour ce qui est de préserver la résilience à long terme de l'économie canadienne, y compris lors d'événements majeurs comme la crise financière de 2008. À ce titre, on estimait que le gouvernement fédéral devait s'attacher à faire respecter et appliquer ces règlements par toutes les institutions financières étrangères qui souhaitaient exercer des activités au Canada.

Discussions sur les réseaux sociaux (leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie)

Les participants d'un groupe composé de leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie ont pris part à une discussion portant sur l'évolution actuelle des discussions sur les réseaux sociaux concernant les relations entre le Canada et les États-Unis.

À la question de savoir à quelles plateformes de réseaux sociaux ils avaient le plus souvent recours pour participer à des discussions sur certains sujets, dont les accords commerciaux, les politiques économiques, les tendances du marché mondial ou d'autres questions d'ordre économique, les participants ont cité un large éventail de plateformes. Au nombre de celles-ci, mentionnons Facebook, LinkedIn, TikTok et YouTube. Un plus petit nombre d'entre eux ont également déclaré avoir recours à des plateformes telles que X, Instagram, Twitch et Bluesky. Discutant des types de contenus économiques auxquels ils réagissaient le plus sur les réseaux sociaux, les participants ont indiqué consulter des contenus portant sur le renforcement de l'indépendance économique du Canada, les investissements dans des technologies et des énergies propres, les mesures visant à réduire l'inégalité de richesse au pays, ainsi que des contenus économiques satiriques, dont des mèmes. Quelques-uns

d'entre eux ont déclaré avoir l'habitude de rechercher des sources d'information et des créateurs de contenus qu'ils jugeaient non conventionnels.

À la question de savoir s'ils avaient déjà consulté des contenus portant sur les relations Canada–États-Unis, tous les participants ont répondu par l'affirmative, bon nombre d'entre eux déclarant se renseigner quotidiennement à ce sujet. Plusieurs d'entre eux disaient croire qu'il s'agissait du principal sujet abordé actuellement sur les réseaux sociaux et qu'il occupait les esprits d'un grand nombre de Canadiens sur Internet. Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifiaient l'évolution des discussions à ce sujet, les participants estimaient que nombre de Canadiens se sentaient inquiets et frustrés, et un certain nombre d'entre eux ont exprimé leur colère à l'égard des mesures tarifaires des États-Unis qu'ils jugeaient inutiles et injustifiées, dont la proposition des États-Unis d'imposer des tarifs douaniers élevés sur tous les produits canadiens. Toutefois, un grand nombre d'entre eux ont également constaté ce qu'ils percevaient comme un regain de fierté nationale et de solidarité en ligne dans la foulée de ces difficultés. On était d'avis que les Canadiens étaient devenus plus unis sur les médias sociaux et que leurs réactions à cette question avaient été très homogènes. Quelques participants ont mentionné avoir été témoins de nombreuses discussions évoluant sur les réseaux sociaux encourageant les utilisateurs à acheter autant que possible des produits canadiens dans le cadre de leurs activités quotidiennes.

Faisant part de leurs attentes quant à l'évolution des discussions sur les médias sociaux au sujet des relations canado-américaines, bon nombre de participants espéraient qu'elles demeureraient positives et que les Canadiens continueraient de faire front commun face à d'éventuels défis économiques, et notamment à des tarifs douaniers. Un certain nombre de participants avaient espoir que la priorité soit davantage accordée à promouvoir une coopération interprovinciale et à tenir compte des points de vue d'autres populations, dont celles des Autochtones et des résidents du Nord canadien, quant aux moyens à mettre en œuvre à long terme pour bâtir une économie canadienne plus indépendante et plus résiliente.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement français

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – février 2025 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
5	Jeudi Feb 13 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Québec	Population générale	MP
11	Jeudi Feb 27 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Québec	Travailleurs d'importants secteurs d'activité transfrontaliers	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET
CONCLURE	
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un parti politique	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET
CONCLURE	
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	Les villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à) : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière, Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe, Longueuil, Estrie, Mauricie, Montérégie, Laurentides. ASSURER UN BON MÉLANGE. PAS PLUS DE DEUX PERSONNES DE CHAQUE VILLE.	CONTINUER – GROUPE 5 ET GROUPE 11
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER
25 à 29 ans	
30 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 49 ans	
50 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE	REMERCIER ET CONCLURE



Préfère ne pas répondre	
-------------------------	--

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. **POUR TOUS LES LIEUX** Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez précisez :	
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.

- 6a. **POUR TOUS LES LIEUX** Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo	CONTINUER
Appartement	CONTINUER
Maison unifamiliale	CONTINUER
Maison en rangée	CONTINUER
Maison jumelée	CONTINUER
Maison mitoyenne	CONTINUER
Autre, veuillez préciser : _____	CONTINUER

ASSURER UN BON MÉLANGE.

7. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Agriculture, foresterie, pêche et chasse	SI GROUPE 5, CONTINUER SI GROUPE 11, CONTINUER
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Aluminerie	
Fabrication	
Transport et entreposage	
Autres services, sauf les administrations publiques	
Commerce de détail	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	



Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	SI GROUPE 5, CONTINUER SI GROUPE 11, REMERCIER ET CONCLURE
Services publics	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	
Services professionnels, scientifiques et techniques	
Soins de santé et assistance sociale	
Sans emploi	
Aux études à temps plein	
À la retraite	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

7a. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 11 Votre travail ou votre position impliquent-ils des échanges, des activités de transport ou des activités commerciales transfrontalières entre le Canada et les États-Unis?

- Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

GROUPE 11 EST COMPRIS SUELEMENT LES TRAVAILLEURS D'IMPORTANTES SECTEURS D'ACTIVITÉ TRANSFRONTALIERS

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

- Oui **CONTINUER**
Non **EXPLIQUER QUE :** « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

- 1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

- Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web



11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES



Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2024 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre



ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. [NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

CONTINUER À L'INVITATION

Non

REMERCIER ET CONCLURE

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU NO DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.



Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____
DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais

Privy Council Office Recruiting Script – February 2025 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Mardi 4 février	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (AST)	Nova Scotia	Economy as a Top Issue	DN
2	Thurs, Feb 6 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MST)	Alberta	General Population	TBW
3	Mardi 11 février	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST)	British Columbia	General Population	TBW
4	Wed, Feb 12 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 PM (MST) 7:00-9:00 PM (CST)	Prairies	Living Paycheque-to-Paycheque	TBW
6	Mardi 18 février	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (AST) 6:30-8:30 (NST)	Atlantic Canada	General Population	DN
7	Web, Feb 19 th	8:00-10:00 PM	5:00-7:00 PM (PST) 6:00-8:00 PM (MST) 7:00-9:00 PM (CST)	Western Canada	Workers in Resource-Driven Export Sectors/Major Cross-Border Industries	TBW
8	Thurs, Feb 20 ^h	6:30-8:30 PM	7:30-9:30 PM (AST) 5:30-7:30 PM (CST) 6:00-8:00 (EST)	Atlantic, Quebec, Manitoba, Saskatchewan	Canada-US Relations as a Top Issue	DN
9	Mardi 25 février	8:00-10:00 PM	5:00-7:00 PM (PST) 6:00-8:00PM (MST) 7:00-9:00PM (CST) 8:00-10:00 PM (EST) 9:30-11:30 PM (NST)	National	Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy	TBW
10	Wed, Feb 26 th	7:00-9:00 PM	4:00-6:00 PM (PST) 5:00-7:00PM (MST) 6:00-8:00PM (CST) 7:00-9:00 PM (EST) 8:30-10:30 PM (NST)	National	Small and Medium Enterprise Owners in Export Dependent Sectors	DN



Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**

French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm

THANK AND END

A marketing, branding, or advertising agency

THANK AND END

A magazine or newspaper

THANK AND END

A federal/provincial/territorial government department or agency

THANK AND END

A political party

THANK AND END

In public/media relations

THANK AND END

In radio/television

THANK AND END

A Crown Corporation

CONTINUE TO Q1A

No, none of the above

CONTINUE

1a. ASK ONLY THOSE WHO SAY THEY WORK FOR A CROWN CORPORATION: If you don't mind sharing, which Crown corporation have you, or someone in your household worked for in the last 5 years?

Bank of Canada

THANK AND END

Canadian Mortgage and Housing Corporation

THANK AND END

All others

CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

1b. IN ALL LOCATIONS: Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Nova Scotia	Cities/towns could include (but are not limited to): Halifax, Sydney, Dartmouth, Truro, New Glasgow, Glace Bay, Kentville, Bridgewater, Yarmouth, Amherst ENSURE A GOOD MIX. NO MORE THAN 2 PER CITY.	CONTINUE – GROUP 1
Alberta	Cities/towns could include (but are not limited to): Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Wood Buffalo, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie ENSURE A GOOD MIX. NO MORE THAN 2 PER CITY.	CONTINUE – GROUP 2
British Columbia	Cities could include (but are not limited to): Vancouver, Kamloops, Chilliwack, City of Victoria, Maple Ridge, New Westminster, Prince George, Port Coquitlam, North Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, Port Moody ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 3
Prairies	Cities include (but are not limited to):	CONTINUE – GROUP 4

	<u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan. <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden. <u>Alberta</u>: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake. ENSURE A MINIMUM OF 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Atlantic Canada	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Nova Scotia</u>: Halifax, Sydney, Dartmouth, Truro, New Glasgow, Glace Bay, Kentville, Bridgewater, Yarmouth, Amherst <u>New Brunswick</u>: Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John <u>Newfoundland & Labrador</u>: St. John's, Mount Pearl, Conception Bay South, Corner Brook, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Labrador City <u>Prince Edward Island</u>: Charlottetown, Summerside, Stratford, Cornwall, Montague, Kensington, Souris ENSURE A MINIMUM OF 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 6
Western Canada	Cities include (but are not limited to): <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan. <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden.	CONTINUE – GROUP 7

	<u>Alberta</u>: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake. <u>British Columbia</u>: Vancouver, Victoria, Kelowna, Abbotsford, Surrey, Kamloops, Chilliwack, Prince George, Vernon, Penticton, Parksville, Duncan, Tsawwassen, Ladner, Squamish, Fort St. John. ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Atlantic, Quebec, Manitoba, Saskatchewan	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Nova Scotia</u>: Halifax, Sydney, Dartmouth, Truro, New Glasgow, Glace Bay, Kentville, Bridgewater, Yarmouth, Amherst <u>New Brunswick</u>: Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John <u>Newfoundland & Labrador</u>: St. John's, Mount Pearl, Conception Bay South, Corner Brook, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Labrador City <u>Prince Edward Island</u>: Charlottetown, Summerside, Stratford, Cornwall, Montague, Kensington, Souris <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan. <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden. <u>Quebec</u>: Montral, Quebec City, Laval, Gatineau, Sherbrooke ENSURE A GOOD MIX. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 8

National	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Atlantic Canada:</u> <u>Nova Scotia:</u> Halifax, Sydney, Truro <u>New Brunswick:</u> Moncton, Saint John, Fredericton <u>PEI:</u> Charlottetown, Summerside <u>Newfoundland and Labrador:</u> St. John's, Corner Brook, Happy Valley-Goose Bay <u>Quebec:</u> Montreal, Quebec City, Laval, Gatineau, Sherbrooke <u>Prairies:</u> <u>Manitoba:</u> Winnipeg, Brandon, Steinbach <u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina, Prince Albert <u>Alberta:</u> Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge <u>British Columbia:</u> Vancouver, Victoria, Kelowna, Kamloops <u>Northern Canada:</u> Whitehorse, Yellowknife, Iqaluit ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE COUNTRY.	CONTINUE – GROUP 9
National	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Atlantic Canada:</u> <u>Nova Scotia:</u> Halifax, Sydney, Truro <u>New Brunswick:</u> Moncton, Saint John, Fredericton <u>PEI:</u> Charlottetown, Summerside <u>Newfoundland and Labrador:</u> St. John's, Corner Brook, Happy Valley-Goose Bay <u>Quebec:</u> Montreal, Quebec City, Laval, Gatineau, Sherbrooke <u>Prairies:</u> <u>Manitoba:</u> Winnipeg, Brandon, Steinbach <u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina, Prince Albert <u>Alberta:</u> Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge <u>British Columbia:</u> Vancouver, Victoria, Kelowna, Kamloops <u>Northern Canada:</u> Whitehorse, Yellowknife, Iqaluit	CONTINUE – GROUP 10

	ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE COUNTRY.	
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	ALL LOCATIONS = CONTINUE
25-34	
35-44	
45-54	
55+	
[Volunteered] Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

4. **ASK ONLY IF GROUP 1 OR GROUP 8** Thinking about the issues presently facing Canada, from the following list, which two or three issues do you feel are the top priorities?

Healthcare
The Economy **IF GROUP 1, CONTINUE TO 5A**
Housing Affordability
Environmental Issues/Climate Change
Indigenous Issues and Reconciliation
Immigration
Canada-U.S. Relations **IF GROUP 8, CONTINUE TO 5C**
Crime and Public Safety
The Cost of Living
Inequality and Poverty

GROUP 1 MUST SELECT THE ECONOMY AS ONE OF TWO/THREE ISSUES TO CONTINUE.

GROUP 8 MUST SELECT CANADA-US RELATIONS AS ONE OF TWO/THREE ISSUES TO CONTINUE.

5a. ASK ONLY IF GROUP 1 You mentioned the economy as one of the most important issues facing Canadians today. How concerned are you about the state of Canada's economy?

Extremely concerned	CONTINUE TO GROUP 1
Very concerned	CONTINUE TO GROUP 1
Somewhat concerned	THANK AND END
Not too concerned	THANK AND END
Not at all concerned	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

5b. ASK ONLY IF GROUP 1 From the following, which two economic issues concern you the most?

Inflation and rising prices
Job security and employment opportunities
Housing affordability
Business closures and economic growth
Interest rates and borrowing costs
Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY ISSUE OF CONCERN.

5c. ASK ONLY IF GROUP 8 You mentioned Canada-U.S. relations as one of the most important issues facing Canadians today. How concerned are you about Canada's relationship with the U.S.?

Extremely concerned	CONTINUE TO GROUP 8
Very concerned	CONTINUE TO GROUP 8
Somewhat concerned	THANK AND END
Not very concerned	THANK AND END
Not at all concerned	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

6. ASK ALL GROUPS Which of the following categories best describes your total household income in 2024? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$125,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

6a. ASK ONLY IF GROUP 4 How would you describe your current financial situation?

- | | |
|---|-----------------------|
| I live paycheque to paycheque and struggle to cover all of my expenses | CONTINUE TO 6B |
| I live paycheque to paycheque but manage to cover basic expenses | CONTINUE TO 6B |
| I live paycheque to paycheque but I can generally get by with budgeting | CONTINUE TO 6B |
| I do not live paycheque to paycheque and feel financially secure | THANK AND END |
| VOLUNTEERED Prefer not to answer | THANK AND END |

6b. ASK ONLY IF GROUP 4 If your paycheque was delayed by one week, how would it affect your ability to manage your expenses?

- | | |
|---|----------------------------|
| It would be very difficult for me and I would struggle to cover my bills | CONTINUE TO GROUP 4 |
| It would be challenging, but I could manage by adjusting my spending | THANK AND END |
| I could manage without difficulty and would not be significantly impacted | THANK AND END |
| VOLUNTEERED Prefer not to answer | THANK AND END |

NO MORE THAN 1-2 INDIVIDUALS IN GROUP 4 WITH A HOUSEHOLD INCOME OF 125,000+.

7. ASK ALL GROUPS Which of the following categories best describes your current employment status? [PN: ONE RESPONSE ONLY]

Working full-time (35 or more hours per week)	CONTINUE
Working part-time (less than 35 hours per week)	
Self-employed	IF GROUP 7 OR GROUP 10 – THANK AND END
Unemployed, but looking for work	
A student attending school full-time	
Retired	
Not in the workforce (e.g., full-time homemaker, unemployed but not looking for work)	
Other employment status	ALL OTHERS - CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

7a. ASK ALL LOCATIONS EXCEPT FOR GROUP 10 Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services	IF GROUP 7 – THANK AND END ALL OTHERS - CONTINUE
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services	
Arts, Entertainment and Recreation	
Construction	
Educational Services	
Finance and Insurance	
Health Care	
Information and Cultural Industries	
Management of Companies and Enterprises	
Other Services (except Public Administration)	

Professional, Scientific and Technical Services	
Public Administration	
Real Estate and Leasing	
Retail Trade	
Social Assistance	
Waste Management and Remediation Services	
Other, please specify: _____	
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting	CONTINUE
Automotive	
Manufacturing	
Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction	
Utilities	
Transportation and Warehousing	
Wholesale Trade	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED WHERE APPLICABLE. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

GROUP 7 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF WORKERS IN RESOURCE-DRIVEN EXPORT SECTORS/MAJOR CROSS-BORDER INDUSTRIES

7b. ASK ONLY IF GROUP 10 What is your job title or role at work?

Owner/Co-Owner **CONTINUE GROUP 10**
 Senior executive/decision-maker **CONTINUE GROUP 10**
 All others **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7c. ASK ONLY IF GROUP 10 How many employees does your business have?

1-4 **CONTINUE**
 5-99 **CONTINUE**
 100-249 **CONTINUE**
 250-499 **CONTINUE**
 500+ **THANK AND END**

SKREW GROUP TO BUSINESSES WITH 5-99 EMPLOYEES

7d. ASK ONLY IF GROUP 10 What industry does your business operate in?

Manufacturing
 Agriculture, Fishing, and Hunting
 Natural Resources (Forestry, Mining, Oil and Gas)
 Technology and Software
 Aerospace and Defense
 Wholesale Trade
 Transportation and Logistics

Other (please specify)

7e. ASK ONLY IF GROUP 10 Approximately, what percent of your revenue comes from exports?

Less than 10% **THANK AND END**

10-25%

26-50%

More than 50%

GROUP 10 WILL BE COMPRISED ENTIRELY OF SMALL AND MEDIUM ENTERPRISE OWNERS IN EXPORT DEPENDENT SECTORS.

8. ASK ONLY IF GROUP 9 Do you actively post about various topics and engage in discussions with your followers on social platforms?

Yes, I post regularly and share my opinions **CONTINUE TO 8A**

I post occasionally, but not too often **THANK AND END**

I rarely post or share my own opinions **THANK AND END**

I don't use social media **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

8a. ASK ONLY IF GROUP 9 Specifically, do you mainly share your opinions or lead discussions around topics like trade agreements, economic policies, global market trends, or other economic issues?

Yes, I frequently share opinions about these topics and engage my followers in discussions on them

CONTINUE TO 8B

I occasionally share posts about these topics, but not often **THANK AND END**

I rarely talk about trade or the economy **THANK AND END**

I don't discuss these topics at all **THANK AND END**

8b. ASK ONLY IF GROUP 9 When you share your views on trade and the economy, how would you describe the level of engagement you get from your followers? For example, do they comment, share, or engage in discussions about your posts?

Yes, I receive significant engagement and interaction on these topics **CONTINUE TO GROUP 9**

Sometimes, I get a fair amount of engagement **THANK AND END**

I don't get much engagement **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

9. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *"a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."*

10. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?



1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

- 11.** As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

- 12. ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

- 13. ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

- 14. ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

- 15.** Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.16**

- 16.** How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

- 17.** How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**



18. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION
ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

19. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	CONTINUE – ALL GROUPS
Rent	
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

- 19a. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Semi detached	CONTINUE
Fully detached	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

20. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

21. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
Chinese



Black
Latin American
Filipino
Arab
Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
Korean or Japanese
Indigenous
Other (specify)
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

22. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

23. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION**
No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:
Telephone Number:
E-mail Address:



You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur français

GUIDE DU MODÉRATEUR - DOCUMENT MAÎTRE FÉVRIER 2025

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 à 10 minutes) — Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Où avez-vous vu, lu ou entendu cela?
- Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, résidents de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, Canada atlantique — Lorsque vous pensez au gouvernement du Canada dans son ensemble, êtes-vous d'avis qu'il est en général sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

DISCUSSIONS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX (20 minutes) — Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada —

Lorsque nous vous avons invité(e) à venir discuter avec nous aujourd'hui, vous avez tous indiqué que vous publiiez et partagiez fréquemment vos avis sur les accords commerciaux, les politiques économiques, les tendances du marché mondial ou d'autres questions d'ordre économique sur les réseaux sociaux...

- À quelles plateformes de média social recourez-vous le plus souvent pour des sujets de ce genre?
- Quels types de contenus à caractère économique suscitent généralement le plus votre intérêt sur les réseaux sociaux? Pouvez-vous en donner des exemples?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Les contenus économiques liés aux relations Canada–États-Unis en font-ils partie?
 - SI OUI : À quelle fréquence interagissez-vous avec des contenus liés aux relations Canada–États-Unis sur les réseaux sociaux?

Toujours à propos de vos interactions sur les réseaux sociaux concernant les relations Canada–États-Unis...

- Comment qualifieriez-vous les discussions à ce sujet sur les réseaux sociaux?
 - DEMANDER AU BESOIN : Diriez-vous qu’elles sont controversées, consensuelles, polarisantes? En quoi sont-elles controversées, consensuelles ou clivantes?
- Comment évolueront, à votre avis, les discussions à ce sujet sur les réseaux sociaux? Croyez-vous qu’elles deviendront plus positives, plus négatives ou qu’elles seront à peu près les mêmes? Qu’est-ce qui vous fait dire cela?

RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS (80-100 minutes) Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l’économie constitue un enjeu majeur, résidents de l’Alberta, de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d’un chèque de paye à l’autre, travailleurs employés dans des secteurs liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Canada atlantique, au Québec et dans l’Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations entre le Canada et les États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d’opinion en matière de commerce et d’économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l’exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec

J’aimerais maintenant que nous nous concentrons sur la prochaine partie de notre discussion portant sur les relations entre le Canada et les États-Unis...

- Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l’économie constitue un enjeu majeur, résidents de l’Alberta, de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d’un chèque de paye à l’autre, Québec, Canada atlantique — Comment décririez-vous, en un mot, les relations actuelles entre le Canada et les États-Unis?
- Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l’économie constitue un enjeu majeur, résidents de l’Alberta, de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d’un chèque de paye à l’autre, travailleurs employés dans des secteurs liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Canada atlantique, au Québec et dans l’Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations entre le Canada et les États-Unis constituent un enjeu majeur — Qu’avez-vous récemment entendu au sujet des relations entre le Canada et les États-Unis?
- Avez-vous vu lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur des produits canadiens exportés aux États-Unis?
 - SI OUI : Qu’avez-vous, vu, lu ou entendu à ce sujet?

- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations entre le Canada et les États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et au sujet de tarifs douaniers imposés sur l'acier et l'aluminium?

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : L'automne dernier, la nouvelle administration américaine a annoncé son intention d'imposer des tarifs douaniers sur les produits canadiens jusqu'à ce qu'elle juge que le Canada aura pris des mesures suffisantes pour lutter contre le passage de fentanyl du Canada vers les États-Unis, ainsi que contre le passage de migrants du Canada vers les États-Unis.

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — Avant de parler de la réponse du Canada et des plus récents développements, j'aimerais que nous nous concentrons sur les tarifs et leur impact.

- Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — Si les États-Unis imposaient des tarifs douaniers sur les produits exportés du Canada vers les États-Unis, cela vous préoccuperait-il?
 - Alberta QUESTION À POSER SI AUCUNE MENTION N'EN EST FAITE : Et s'ils imposaient des tarifs sur les exportations d'énergie canadiennes, et notamment de pétrole et de gaz?
- Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — À votre avis, en quoi l'imposition éventuelle, par les États-Unis, de tarifs douaniers sur des produits canadiens impacterait-elle l'économie canadienne?
 - Alberta — Et quel en serait l'impact sur l'économie de l'Alberta?
 - Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — Et en quoi vous impacterait-elle personnellement?

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — Comme indiqué précédemment, les États-Unis ont affirmé que le Canada n'avait pas pris de mesures suffisantes pour lutter contre le fentanyl et les migrants traversant la frontière du Canada vers les États-Unis.

- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta —** À votre avis, le fentanyl franchissant la frontière avec les États-Unis constitue-t-il un problème majeur, mineur ou inexistant? Et la migration?
- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta —** En vous basant sur les informations dont vous disposez, comment qualifieriez-vous la gestion du gouvernement du Canada concernant chacun de ces enjeux?

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta —
AFFICHER À L'ÉCRAN :

En réponse aux tarifs douaniers proposés l'automne dernier, le gouvernement du Canada a annoncé un ensemble de mesures d'aide financière totalisant 1,3 milliard de dollars pour aider à sécuriser la frontière et à renforcer le système d'immigration, comprenant :

- Soutenir les forces de l'ordre pour la détection et l'interception de drogues illicites comprenant de nouveaux outils d'intelligence artificielle ainsi que des équipes canines;
 - Renforcer, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 de la surveillance de la frontière canado-américaine incluant l'emploi d'hélicoptères et de drones;
 - Des outils destinés à sévir contre le crime organisé et le trafic de fentanyl avec plus d'efficacité;
 - Réduire les volumes inutiles, incluant le pouvoir d'annuler, de modifier ou de suspendre des documents d'immigration afin de pouvoir gérer le nombre de personnes entrant au Canada ou transitant par celui-ci et d'imposer de nouveaux coûts et de nouvelles restrictions aux pays qui ne facilitent pas rapidement le retour de leurs citoyens lorsque ceux-ci enfreignent la législation canadienne en matière d'immigration;
 - Assurer la présence d'un total de 10 000 agents de première ligne à la frontière.
- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta —** Que pensez-vous de la réponse initiale du gouvernement du Canada?

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — Les États-Unis ont plus récemment affirmé leur intention d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur les produits canadiens et de 10 % sur les importations d'énergie canadiennes. En réponse à ces tarifs, le Canada a annoncé son intention d'imposer des mesures de représailles qui prendraient effet au même moment.

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — À la suite de pourparlers entre les deux dirigeants, chaque pays a mis en veille l'imposition de ces tarifs douaniers projetés.

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta —

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a également annoncé qu'il prendrait les mesures suivantes, en plus de celles qu'il avait déjà annoncées :

- Inscrire les cartels sur la liste des organisations terroristes;
 - Nommer un « tsar du fentanyl »;
 - Établir une force de frappe transfrontalière pour lutter contre le crime organisé, le trafic de fentanyl et le blanchiment d'argent;
 - Affecter 200 millions de dollars à la mise en œuvre d'une Directive sur le crime organisé et le fentanyl.
- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Quelles sont vos réflexions au sujet de ces récents développements?
 - DEMANDER : Le Canada a-t-il eu la bonne approche en imposant initialement des mesures tarifaires en guise de représailles? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - DEMANDER : Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en entendant le terme « tsar du fentanyl »? Quelles sont, à votre avis, les fonctions de cette personne?
 - **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Lorsque vous pensez à l'ensemble des mesures qu'a jusqu'à maintenant prises le gouvernement du Canada en réponse aux tarifs des États-Unis, estimez-vous qu'il soit en général sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — La suspension actuelle des tarifs douaniers devrait durer au moins 30 jours, pendant lesquels les deux pays travailleront ensemble à la résolution de divers problèmes frontaliers.
- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Les États-Unis imposeront-ils, à votre avis, d'autres tarifs au Canada?
 - SI OUI : Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Que devrait encore faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour tenter d'obtenir des garanties que les États-Unis n'imposeront pas de tarifs douaniers plus importants au Canada à court terme ou à long terme?
 - **Alberta** — Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de banques américaines exerçant des activités au Canada?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Le secteur bancaire canadien comprend à la fois des banques nationales et étrangères, y compris des banques américaines. Toutes les institutions financières au Canada, y compris les banques américaines, doivent se conformer aux règlements applicables en vertu de la Loi sur les banques fédérales du Canada.

Les États-Unis ont toutefois exprimé des préoccupations quant à la capacité des institutions financières américaines à exercer leurs activités au Canada.

- **Alberta** — Selon vous, quelle devrait être la réponse du gouvernement du Canada à ses préoccupations?

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — Pour finir, j'aimerais aborder un autre aspect des relations Canada–États-Unis, à savoir à combien s'élèvent les dépenses de notre pays en matière de défense nationale.

- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** - Est-ce que l'un d'entre vous a lu, entendu ou vu quoi que ce soit à ce sujet récemment?
 - **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — SI OUI : Qu'avez-vous lu, vu, ou entendu à ce sujet?
- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Selon vous, le Canada dépense-t-il trop, trop peu ou un montant à peu près convenable en matière de défense nationale? Pourquoi êtes-vous de cet avis?

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur — Le gouvernement du Canada a récemment indiqué qu'il se fixait pour objectif d'augmenter ses dépenses en matière de défense pour atteindre l'objectif de 2 pour cent du PIB fixé par l'OTAN d'ici 2027, soit cinq ans plus tôt que l'échéance précédente de 2032. Cette augmentation des dépenses comprendra des investissements visant notamment à moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), à acquérir de nouveaux équipements, dont des avions de combat à réaction, à renforcer la cybersécurité, et à optimiser les efforts de recrutement dans les Forces armées.

Alberta — Le gouvernement du Canada s'est engagé à augmenter ses dépenses en matière de défense afin de respecter l'engagement de 2 % du PIB voulu par l'OTAN d'ici 2032. Cette augmentation des dépenses comprendra des investissements visant notamment à moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), à acquérir de nouveaux équipements, dont des avions de combat à réaction, à renforcer la cybersécurité, et à optimiser les efforts de recrutement dans les Forces armées.

- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur** — Que pensez-vous de l'augmentation des dépenses du Canada en matière de défense pour atteindre la cible de 2 % du PIB d'ici 2027?
- **Alberta** — Que pensez-vous de l'augmentation des dépenses du Canada en matière de défense pour atteindre la cible de 2 % du PIB d'ici 2032?
 - **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Y a-t-il des domaines qui, selon vous, devraient être prioritaires?
 - **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Que pensez-vous de l'échéancier que s'est fixé le Canada pour atteindre cet objectif?

Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta — Les États-Unis ont récemment déclaré qu'ils demanderaient à tous les pays de l'OTAN, y compris le Canada, de porter leurs dépenses de défense à 5 % de leur PIB. À titre indicatif, cela équivaldrait à des dépenses en matière de défense supérieures à celles de tous les pays de l'OTAN à l'heure actuelle.

- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Êtes-vous pour ou contre une augmentation des dépenses du Canada à 5 % de son PIB? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Pourquoi les États-Unis, appellent-ils, à votre avis, le Canada à augmenter ses dépenses en matière de défense?
- **Résidents de la Nouvelle-Écosse pour qui l'économie constitue un enjeu majeur, Alberta** — Croyez-vous qu'il s'agisse d'un enjeu plus important du fait que ce soient les États-Unis qui appellent le Canada à dépenser plus?

Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada-États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans des industries transfrontalières résidant au Québec — LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES

ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Le 10 février 2025, les États-Unis ont annoncé qu'ils imposeraient des tarifs douaniers de 25 % sur toutes les importations d'acier et d'aluminium, incluant celles du Canada, et que ceux-ci prendraient effet le 12 mars.

- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans des industries transfrontalières résidant au Québec — Que pensez-vous de l'imposition, par les États-Unis, de tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium canadien?
 - Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans des industries transfrontalières résidant au Québec — Cela vous inquiète-t-il?
- Propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendant de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans des industries transfrontalières résidant au Québec — Quels seront, à votre avis, les impacts de ces tarifs douaniers sur l'économie canadienne?
 - Propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendant de l'exportation résidant au Canada — Impacteront-ils votre entreprise?
 - Travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières — Auront-ils des impacts quelconques dans votre secteur d'emploi?
- Colombie-Britannique — Quels seront, à votre avis, les impacts de ces tarifs douaniers sur l'économie de la Colombie-Britannique?
- Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre — Quel impact ces tarifs auront-ils, selon vous, sur l'économie de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Alberta?
- Québec — Quel impact ces tarifs auront-ils, selon vous, sur l'économie du Québec?
- Canada atlantique — Quel impact auront-ils, selon vous, sur l'économie du Canada atlantique?

- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, Canada atlantique — Et sur l'économie canadienne plus généralement?
- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, Canada atlantique — Et pourraient-ils vous impacter personnellement?
- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien — Avez-vous lu, vu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du Canada aux tarifs douaniers imposés sur l'acier et l'aluminium par les États-Unis?
 - Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien — SI OUI : Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien — FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Le gouvernement du Canada a déclaré que ces tarifs douaniers étaient injustifiés et qu'il collaborera avec les États-Unis pour mettre en évidence les répercussions négatives que ces tarifs auraient sur les deux pays. Il a également indiqué qu'il coordonnait une réponse en consultation avec des partenaires ailleurs dans le monde.

- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien — Que pensez-vous de la réponse initiale du Canada aux tarifs sur l'acier et l'aluminium imposés par le gouvernement américain?
- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien, Résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans des industries transfrontalières résidant au Québec — Que fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour aider le pays à surmonter les répercussions économiques liées aux tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium canadien?
 - Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et

dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien — EN CAS D'INCERTITUDE DE LA PART DES PARTICIPANTS : Quelles mesures devrait-il prendre?

- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien — Que pensez-vous d'un éventuel programme d'aides pour les entreprises impactées par ces tarifs?
- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien — Le gouvernement du Canada devrait-il, à votre avis, apporter des modifications au programme d'assurance-emploi pour aider les travailleurs touchés par ces tarifs douaniers?

Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada-États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — J'aimerais maintenant focaliser la discussion sur les tarifs douaniers de façon plus générale, et pas uniquement sur ceux imposés sur les secteurs de la sidérurgie et de l'aluminium...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

L'automne dernier, la nouvelle administration américaine a annoncé son intention d'imposer des tarifs douaniers sur les produits canadiens jusqu'à ce qu'elle juge que le Canada aura pris des mesures suffisantes pour lutter contre le passage de fentanyl du Canada vers les États-Unis, ainsi que contre le passage de migrants du Canada vers les États-Unis. En réponse, le gouvernement du Canada a annoncé la mise en œuvre d'un programme de 1,3 milliard de dollars visant à sécuriser la frontière et à renforcer le système d'immigration.

Les États-Unis ont plus récemment affirmé leur intention d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur les produits canadiens et de 10 % sur les importations d'énergie en provenance du Canada. En réponse à ces tarifs, le Canada a annoncé son intention d'imposer des mesures tarifaires de représailles qui prendraient effet au même moment, dont des tarifs douaniers de 25 % sur un certain nombre de produits américains.

À la suite de pourparlers entre les deux dirigeants, chaque pays a mis en veille l'imposition de ces tarifs douaniers projetés.

- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien — Lorsque vous pensez aux mesures qu'a jusqu'à maintenant prises le gouvernement du Canada en réponse aux tarifs des États-Unis, estimez-vous qu'il soit en général sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Pour ce qui est de ses initiatives dans les domaines ci-après mentionnés, diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? *LE MODÉRATEUR DÉNOMBRE LES PARTICIPANTS ESTIMANT QU'IL EST SUR LA BONNE VOIE ET SUR LA MAUVAISE VOIE EN LEUR DEMANDANT DE LEVER LA MAIN ET LEUR DEMANDE DE JUSTIFIER LEUR RÉPONSE.*
 - Protéger la frontière canado-américaine
 - Protéger des secteurs d'activité canadiens
 - S'efforcer d'éviter les tarifs douaniers américains
 - Faire face à la crise des opioïdes
- Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur — Le Canada a-t-il eu la bonne approche en imposant initialement des mesures tarifaires en guise de représailles? Pourquoi ou pourquoi pas?

Colombie-Britannique — En plus de l'enveloppe de 1,3 milliard de dollars, le gouvernement du Canada a aussi récemment annoncé la nomination d'un « tsar du fentanyl ».

- **Colombie-Britannique** — Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en entendant le terme « tsar du fentanyl »? Quelles sont, à votre avis, les fonctions de cette personne?

Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, Canada atlantique — En plus de l'enveloppe de 1,3 milliard de dollars, le gouvernement du Canada a aussi récemment annoncé la nomination d'un « tsar du fentanyl » dont le titre officiel est « Commissaire à la lutte du Canada contre le fentanyl ». Son rôle consiste à coordonner les différentes initiatives du gouvernement canadien fédérales et à réunir les entités fédérales et les autres intervenants afin de mettre en œuvre des mesures pour lutter contre la crise mondiale du fentanyl.

- **Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, Canada atlantique** — Que pensez-vous de la nomination d'un « tsar du fentanyl »?
 - **Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, Canada atlantique** — Le gouvernement du Canada en fait-il assez pour lutter contre la crise mondiale du fentanyl?
- **Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada-États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec** — Les États-Unis projettent-ils, à votre avis, d'imposer de nouveaux tarifs douaniers au Canada sur un plus vaste ensemble de produits?
 - SI OUI : Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada-États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries**

transfrontalières résidant au Québec — Quelle devrait être la réponse du Canada si les États-Unis imposaient des tarifs douaniers sur les produits canadiens destinés aux États-Unis?

Travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Je vais vous montrer une liste de mesures que pourrait prendre le Canada en réponse aux tarifs imposés par les États-Unis.

Travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec —

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Le Canada impose des tarifs douaniers « dollar pour dollar » sur les importations américaines.
- Le Canada impose des tarifs douaniers sur des produits comme le jus d'orange, le bourbon et les motocyclettes.
- Le Canada restreint les exportations d'hydroélectricité vers les États-Unis.
- Le Canada restreint les exportations de pétrole et de gaz naturel vers les États-Unis.
- Le Canada restreint les exportations de minéraux critiques vers les États-Unis.
- Le Canada limite l'importation de produits laitiers en provenance des États-Unis.
- Le Canada encourage les consommateurs à « acheter canadien » en appui aux entreprises touchées par les tarifs.

Travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières

résidant au Québec — SONDAGE : J'aimerais maintenant procéder à un sondage. Je vous demanderais de choisir les mesures qui seront, à votre avis, les plus efficaces pour convaincre les États-Unis d'abolir les tarifs douaniers. Vous pouvez choisir un maximum de 2 mesures. Si vous êtes d'avis qu'aucune mesure ne serait efficace, sélectionnez « Aucune mesure ne serait efficace » (soit le dernier choix de réponse).

NOTE AU MODÉRATEUR – *Une fois le sondage terminé, examiner les résultats et poser la question suivante :*

- **Travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur, leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec —** À votre avis, pourquoi le, la [insérer la mesure choisie] est-il ou est-elle plus efficace que d'autres mesures?
- **Propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec —** Si les États-Unis imposent des tarifs douaniers au Canada et que ce dernier réagit en prenant des mesures de représailles telles que l'imposition de tarifs douaniers sur certains produits américains, quel type d'impact un enjeu commercial de ce type pourrait-il avoir sur l'économie canadienne, selon vous?
 - **Propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec —** DEMANDER AU BESOIN : Craignez-vous une éventuelle récession économique? Des pertes d'emplois? Autre chose?
- **Propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada —** Si des tarifs sont mis en place, votre entreprise en sera-t-elle impactée? En quoi sera-t-elle impactée?
 - Avez-vous procédé à des changements quelconques en réponse à d'éventuels tarifs douaniers, ou prévoyez-vous de le faire?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous, par exemple, modifié vos prix, ajusté vos effectifs, envisagé de réduire d'autres dépenses (loyer, coûts de production, dépenses relatives aux communications, etc.) cherché d'autres fournisseurs, etc.?

- **Travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec** — Si des tarifs douaniers sont imposés, votre secteur d'emploi sera-t-il impacté? En quoi sera-t-il impacté?
 - En réponse à d'éventuels tarifs, votre employeur a-t-il procédé à des changements quelconques ou savez-vous s'il a l'intention de le faire?
 - DEMANDER AU BESOIN : A-t-il, à titre d'exemple, modifié les prix de certains biens ou services, revu les niveaux de dotation en personnel, cherché d'autres fournisseurs, etc.?

Résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur — Je vais maintenant vous montrer une liste d'initiatives que pourrait prendre le gouvernement pour venir en aide aux travailleurs et aux secteurs d'activité impactés par des tarifs quelconques. Pour chacune d'entre elles, j'aimerais savoir si vous êtes pour ou contre cette mesure prise par le gouvernement du Canada. *LE MODÉRATEUR DÉNOMBRE LES PARTICIPANTS ESTIMANT QU'IL EST SUR LA BONNE VOIE ET LA MAUVAISE EN LEUR DEMANDANT DE LEVER LA MAIN ET LEUR DEMANDE DE JUSTIFIER LEUR RÉPONSE.*

Résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur
AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Annulation de la période d'attente pour les prestations de l'assurance-emploi de travailleurs licenciés en raison des tarifs;
- Offre de prêts exempts d'intérêt aux entreprises de secteurs touchés par les tarifs;
- Versement de subventions salariales aux entreprises touchées par les tarifs.
- Augmentation des prestations d'assurance-emploi des travailleurs licenciés en raison des tarifs.
- **Travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur** — Supposons que les États-Unis imposent des tarifs douaniers et que le Canada riposte en restreignant ses exportations d'énergie, notamment l'hydroélectricité, le pétrole et le gaz, vers les États-Unis. Cela vous inquiéterait-il?
 - **Travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur** — Y voyez-vous des avantages pour le Canada?
- **Résidents de la Colombie-Britannique et des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, Canada atlantique** — Que devrait encore faire le gouvernement du Canada, le cas

échéant, pour tenter d'obtenir des garanties que les États-Unis n'imposeront pas de tarifs douaniers plus importants au Canada à court terme ou à long terme?

- Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur — Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du marché intérieur canadien ou commerce interprovincial canadien, ou quelque chose comme ça?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur — Des pourparlers ont été entamés pour faciliter les échanges commerciaux entre provinces et territoires, ainsi que pour permettre aux travailleurs qualifiés de travailler partout au Canada.

- Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, Québec, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur — Quelles sont vos réflexions à ce sujet?
 - Êtes-vous d'avis que des mesures du genre contribueront à renforcer l'économie canadienne? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Croyez-vous que de telles mesures puissent aider le Canada à surmonter les difficultés économiques liées aux tarifs douaniers ou à d'autres enjeux en matière de commerce international auxquels il est confronté?

Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre — Afin de faciliter le commerce intérieur, des discussions ont également eu lieu sur la question de savoir s'il ne faudrait pas construire des lignes de transmission pour acheminer l'électricité d'est en ouest, et des oléoducs et gazoducs pour acheminer le pétrole et le gaz d'ouest en est.

Travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur — Pour faciliter le commerce intérieur, des discussions ont également eu lieu sur la question de savoir s'il ne faudrait pas se doter de lignes de

transmission pour acheminer l'électricité d'est en ouest, ainsi que d'oléoducs et de gazoducs pour acheminer du pétrole et du gaz d'ouest en est.

- Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, Quelles sont vos réflexions à ce sujet?
 - Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur — Voyez-vous des avantages à l'aménagement d'un plus grand nombre de lignes de transmission ou d'oléoducs d'un bout à l'autre du pays?
 - Résidents des Prairies vivant d'un chèque de paye à l'autre, travailleurs employés dans des secteurs d'exportation liés aux ressources naturelles et dans des industries transfrontalières résidant au Québec, au Canada atlantique, et dans l'Ouest canadien, résidents du Canada atlantique, du Québec, de la Saskatchewan et du Manitoba pour qui les relations Canada–États-Unis constituent un enjeu majeur — Avez-vous des préoccupations ou des inquiétudes à ce sujet?
- Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada — Selon les dires de certains, le Canada devrait prendre tous les moyens nécessaires pour répondre aux tarifs imposés par les États-Unis sur les produits canadiens, aussi pénibles soient-ils; d'autres sont d'avis que le Canada ne devrait pas imposer de contre-mesures, car cela ne fera qu'empirer la situation des Canadiens.
- Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada — En considérant ces deux points de vue comme étant les deux extrêmes d'un continuum, où vous situez-vous? En d'autres mots, où devrait s'arrêter, le cas échéant, la réponse du gouvernement aux tarifs douaniers? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada — QUESTION À POSER AU BESOIN : À quel point, le cas échéant, pensez-vous que la réponse serait excessive?
 - Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada — Où situeriez-vous les Canadiens en général dans ce continuum?

- Propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Où vous situez-vous sur une échelle de 1 à 10, où 1 correspond à la position selon laquelle le Canada ne devrait prendre aucune contre-mesure, car cela ne ferait que rendre la vie trop dure pour les Canadiens et où 10 correspond à la position selon laquelle le Canada devrait prendre tous les moyens nécessaires, aussi pénible que cela puisse être pour le pays? De manière générale, y a-t-il un point à partir duquel vous estimez que la réponse du Canada deviendrait trop pénible pour notre pays et pour les Canadiens, et que le gouvernement fédéral ne devrait donc pas agir de la sorte?
 - Propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Qu'est-ce qui vous fait dire cela, si aucune mesure n'est trop extrême (et que le Canada doit prendre tous les moyens nécessaires)?
 - Propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — S'il y a, à votre avis, un point à partir duquel des contre-mesures deviendraient trop pénibles pour les Canadiens, quel type de contre-mesures seraient à votre avis trop contraignantes pour eux?

Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Et maintenant, en pensant à une stratégie « acheter canadien » encourageant les consommateurs à acheter des produits et services canadiens...

- Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Quelles sont vos réflexions à ce sujet?
 - Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Combien de temps les Canadiens seront-ils, à votre avis, disposés à acheter des produits et services canadiens?
- Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Et si on étend cette mesure stratégique à une stratégie « choisir canadien » dans tous les aspects de notre vie, qu'est-ce que cela implique pour vous?

- Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Quels sont des exemples de mesures procanadiennes que vous ou d'autres entreprises canadiennes pourriez envisager?
- Leaders d'opinion en matière de commerce et d'économie actifs sur les réseaux sociaux résidant au Canada, propriétaires de PME exerçant des activités dans des secteurs dépendants de l'exportation résidant au Canada, travailleurs employés dans de grandes industries transfrontalières résidant au Québec — Quand vous pensez à ce que cela signifie que d'être Canadien, qu'est-ce qui vous fait sentir Canadien? C'est-à-dire, quelles images, quels comportements ou autres choses de cette nature vous viennent à l'esprit?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Guide du modérateur anglais

MASTER MODERATOR'S GUIDE FEBRUARY 2025

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-10 minutes) All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?
- Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta, British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada When you think of the Government of Canada as a whole, do you think it is generally on the right track or the wrong track?
 - What makes you say that?

SOCIAL MEDIA DISCUSSIONS (20 minutes) National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy

When we asked you to come speak with us today, you each indicated you frequently post and share your opinions about trade agreements, economic policies, global market trends, or other economic issues on social media...

- Which social media platforms do you use the most for these kinds of topics?
- What type of economic-related content do you typically engage with the most on social media? Can you provide any examples?
 - IF NOT MENTIONED: What about economic content related to Canada-U.S. relations?
 - IF YES: How often do you engage on Canada-U.S. relations content on social media?

Continuing to focus on social media engagement about Canada-U.S. relations...

- How would you say social media discussions on this topic are going?
 - AS NEEDED: For example, are they contentious, agreeable, polarizing? How so?

- How do you think these kinds of social media discussions will unfold going forward? Do you think they will become more positive, more negative, or will stay about the same? What makes you say that?

CANADA-UNITED STATES RELATIONS (80-100 minutes) Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta, British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries

Now I'd like to focus the next part of our discussion on the relationship between Canada and the United States...

- Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta, British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada In one word, how would you describe the Canada-U.S. relationship today?
- Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta, British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue What have you heard recently about the relationship between Canada and the U.S.?
- Have you seen, read, or heard anything about the U.S. potentially imposing tariffs on all goods going from Canada to the United States?
 - IF YES: What have you seen, read, or heard?
 - British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries IF NOT MENTIONED: What about tariffs on steel and aluminum?

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta MODERATOR TO CLARIFY: Last fall, the incoming U.S. administration announced that it would impose tariffs on Canadian goods until it has deemed that Canada had taken sufficient action to address fentanyl crossing from Canada into the U.S., as well as migrants crossing from Canada into the U.S.

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta Before we discuss Canada's response and the most recent developments, I want to focus on the impacts of tariffs.

- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** If the United States were to impose tariffs on goods going from Canada to the United States, would you have any concerns?
 - **Alberta** PROMPT IF NOT MENTIONED: What about imposing tariffs on Canadian energy exports, such as oil and gas?
- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** If such tariffs were to be imposed, what do you think the impact would be on Canada's economy?
 - **Alberta** And, what about the impact on Alberta's economy?
 - **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** What about for you, personally?

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta As noted above, the U.S. said Canada hadn't taken sufficient action to address fentanyl and migrants crossing from Canada to the U.S.

- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** In your view, is fentanyl crossing the border to the U.S. a major, minor or not an issue at all? What about migration?
- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** Based on your understanding, how well has the Government of Canada been managing each of these issues?

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta
SHOW ON SCREEN:

In response to the proposed tariffs last fall, the Government of Canada announced a \$1.3 billion package to help secure the border and strengthen the immigration system, including:

- Support for law enforcement for detecting and intercepting illegal drugs, including new Artificial Intelligence (AI) tools and canine teams.
 - Strengthening 24/7 surveillance of the Canada-US border, including helicopters and drones.
 - Tools that target organized crime and fentanyl trafficking more effectively.
 - Reducing unnecessary border volumes, including the ability to cancel, change, or suspend immigration documents to manage the numbers of people coming or transiting through Canada and impose new costs and restrictions on countries that do not rapidly facilitate the return of their citizens when they are in violation of Canadian immigration law.
 - Ensuring a total of 10,000 frontline personnel at the border
- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** What do you think about the Government of Canada's initial response?

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta More recently, the United States indicated that it would be imposing 25% tariffs on Canadian goods and a 10% tariff on Canadian energy imports. In response Canada announced that it would impose retaliatory measures, including 25% tariffs on some American goods, to take effect at the same time.

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta Following discussions between the two leaders, each country has paused its proposed tariffs.

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada also announced that in addition to the measures it had previously announced, it would also:

- List cartels as terrorists;
 - Appoint a “fentanyl czar”;
 - Launch a cross-border “Strike Force” to combat organized crime, fentanyl, and money laundering; and
 - Allocate \$200 million to implement a directive on organized crime and fentanyl.
- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** What are your thoughts on these recent developments?
 - **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** PROBE: Was Canada initially responding with retaliatory tariffs the right approach? Why or why not?
 - **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** PROBE: What comes to mind when you hear the term, “fentanyl czar”? What do you think this person might do?
 - **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** When you think of the Government of Canada’s overall response to the United States’ actions, do you think it is generally on the right track or the wrong track?
 - **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** What makes you say that?

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta The current pause on tariffs is expected to last at least 30 days while the two countries work together to address various border issues.

- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** Do you think that the U.S. will propose tariffs against Canada again?
 - **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** IF YES: What makes you say that?

- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** What else, if anything, should the Government of Canada do to try and ensure the U.S. does not impose tariffs against Canada, either in the short or longer term?
- **Alberta** Have you seen, read, or heard anything about American banks in Canada?

Alberta MODERATOR TO CLARIFY: Canada's banking sector includes both domestic and foreign banks, including American banks. All financial institutions in Canada, including American banks, must follow the applicable regulations in Canada's federal Bank Act.

Alberta However, the U.S. has expressed concerns about the ability of U.S. financial institutions to operate in Canada.

- **Alberta** How should the Government of Canada respond to these concerns?

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta Finally, I would like to cover one other aspect of the Canada-U.S. relationship, which is how much our country spends on national defence.

- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** Has anyone heard, read or seen anything about this topic lately?
 - **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** IF YES: What have you seen, read, or heard?
- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** In your view, does Canada spend too little, too much, or about the right amount on national defence? Why do you feel this way?

Nova Scotia Economy as a Top Issue The Government of Canada has recently indicated that it would aim to increase defence spending to meet NATO's target of 2% of GDP by 2027, which is five years ahead of its previous timeline of 2032. This increase in spending will include investments in areas like modernizing NORAD (otherwise known as North American Aerospace Defence Command) for Arctic security, purchasing new equipment like fighter jets, and improving cybersecurity and recruitment efforts for the Armed Forces.

Alberta The Government of Canada has committed to increase defence spending to meet NATO's target of 2% of GDP by 2032. This increase in spending will include investments in areas like modernizing NORAD (otherwise known as North American Aerospace Defence Command) for Arctic security, purchasing new equipment like fighter jets, and improving cybersecurity and recruitment efforts for the Armed Forces.

- **Nova Scotia Economy as a Top Issue** How do you feel about Canada increasing its defence spending to meet NATO's 2% of GDP target by 2027?

- **Alberta** How do you feel about Canada increasing its defence spending to meet NATO's 2% of GDP target by 2032?
 - **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** Are there specific areas that you think should be prioritized? Why do you feel this way?
 - **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** What are your thoughts on the timeline Canada has set to reach this target?

Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta Recently, the United States said they will ask all countries in NATO, including Canada, to increase spending on defence to 5% of GDP. For context, this would be more than any country in NATO currently spends on defence.

- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** Do you support or oppose Canada increasing its defence spending to 5% of GDP? Why/why not?
- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** Why do you think there have been requests in the United States for Canada to increase its defence spending?
- **Nova Scotia Economy as a Top Issue, Alberta** Do you think the U.S. calling on Canada to spend more makes this issue more important? Why/why not?

British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries MODERATOR TO CLARIFY: On February 10, 2025, the United States announced that it would impose 25% tariffs on all steel and aluminum imports, including from Canada, which are scheduled to take effect on March 12.

- **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** What do you think about the U.S. imposing tariffs on Canadian steel and aluminum?
 - **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in**

Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries Do you have any concerns?

- **National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** What do you think the impact will be on Canada's economy?
 - **National SME Owners in Export-Dependent Sectors** Will there be any impact on your business?
 - **Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** Will there be any impact in your line of work?
- **British Columbia** What do you think the impact will be on BC's economy?
- **Prairies Living Paycheque to Paycheque** What do you think the impact will be on the economy in Saskatchewan, Manitoba and Alberta?
- **Quebec** What do you think the impact will be on the economy in Quebec?
- **Atlantic Canada** What do you think the impact will be on the economy in Atlantic Canada?
 - **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada** What about for Canada's economy more broadly?
 - **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada** What about for you, personally?
- **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries** Have you seen, read, or heard anything about how the Government of Canada is responding to the steel and aluminum tariffs being imposed by the United States?
 - **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries** IF YES: What have you heard?

British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries CLARIFY: The Government of Canada has said that these tariffs are unjustified and that it will work with the U.S. government to highlight the negative impacts these tariffs would have on both countries. It has also said it is consulting international partners to coordinate a response.

- British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries What are your thoughts about the Government of Canada's initial response to steel and aluminum tariffs being imposed by the United States government?
- British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries What, if anything, is the Government of Canada doing to help Canada weather any economic challenges due to tariffs on Canadian steel and aluminum?
 - British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries IF NOT SURE: What should they be doing?
 - British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries What about a potential relief package for businesses affected by these tariffs?
- British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries Should the Government of Canada make any changes to the Employment Insurance program to help support workers impacted by these tariffs?

British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries Now I would like to talk about tariffs more broadly, not just for the steel and aluminum sectors...

British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries

SHOW ON SCREEN:

Last fall, the incoming U.S. administration announced that it would impose tariffs on Canadian goods until it deemed that Canada had taken sufficient action to address fentanyl crossing from Canada into the U.S., as well as migrants crossing from Canada into the U.S. In response, the Government of

Canada announced a \$1.3 billion package to help secure the border and strengthen the immigration system.

More recently, the U.S. indicated that it would be imposing 25% tariffs on Canadian goods and a 10% tariff on Canadian energy imports. In response, Canada announced that it would impose retaliatory measures, including 25% tariffs on some American goods, to take effect at the same time.

Following discussions between the two leaders, each country has paused these proposed tariffs.

- **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries** When you think of the Government of Canada's overall response to the United States' actions to date, do you think it is generally on the right track or the wrong track?
 - **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries** What makes you say that?
- **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** Would you say that the Government of Canada is on the right track or wrong track in the following areas? *MODERATOR TO DO A SHOW OF HANDS FOR EACH AND ASK WHY THEY ARE ON THE RIGHT/WRONG TRACK.*
 - Protecting the Canada-U.S. border
 - Protecting Canadian industries
 - Working to avoid U.S. tariffs
 - Responding to the opioid crisis
- **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue** Was Canada initially responding with retaliatory tariffs the right approach? Why or why not?

British Columbia The Government of Canada also recently announced that in addition to the \$1.3 billion package it would appoint a "fentanyl czar".

- **British Columbia** What comes to mind when you hear the term, “fentanyl czar”? What do you think this person might do?

Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada The Government of Canada also recently announced that in addition to the \$1.3 billion package, it has appointed a “fentanyl czar”, known officially as the Commissioner of Canada’s Fight Against Fentanyl. His role is to provide leadership to coordinate federal efforts and convene federal entities and other stakeholders in addressing measures to fight the global fentanyl crisis.

- **Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada** What do you think about the appointment of a “fentanyl czar”?
 - **Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada** Is the Government of Canada doing enough to help fight the global fentanyl crisis?
- Do you think that the U.S. will propose broader tariffs against Canada again?
 - **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** IF YES: What makes you say that?
- **Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** How should Canada respond, if the United States imposes tariffs on products coming from Canada and going to the United States?

Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries I’m going to show you a list of actions Canada could take in response to the U.S. imposing tariffs.

Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries
SHOW ON SCREEN

- Canada imposes dollar-for-dollar tariffs on American imports.
- Canada imposes targeted tariffs on items like orange juice, bourbon, and motorcycles.
- Canada restricts hydroelectricity exports to the U.S.
- Canada restricts oil and gas exports to the U.S.
- Canada restricts critical mineral exports to the U.S.
- Canada limits dairy imports from the U.S.
- Canada encourages consumers to "buy Canadian" to support businesses affected by tariffs.

Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries **POLL:** Now I'd like to conduct a poll. I'd like you to choose which measures you think would be the most effective in convincing the United States to drop tariffs. You can select up to 2. If you don't think any measure would be effective, please select "None would be effective." (the last option).

NOTE TO MODERATOR – *After the poll has closed, review results and ask the following:*

- Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue, National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries In your opinion, why is [insert measure chosen] more effective than the other measures?
- National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries If the U.S. imposes tariffs and the Government of Canada responds with retaliatory measures such as tariffs on some American goods, what kind of impact do you think a trade issue like this would have on Canada's economy?
 - National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries **PROBE AS NEEDED:** Do you worry about a potential economic recession? Job losses? Anything else?
- National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries If tariffs are implemented, would your business be impacted? How so?
 - National SME Owners in Export-Dependent Sectors Have you been making any changes in response to potential tariffs, or are you planning to?

- **National SME Owners in Export-Dependent Sectors** PROBE AS NEEDED: For example, changing your prices, adjusting staffing levels, looking into reducing other expenses (e.g., rent, production costs, communications expenses, etc.), looking for alternate suppliers, etc.?
- **Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** Has your employer made any changes in response to potential tariffs, or are you aware whether they are planning to?
 - **Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** PROBE AS NEEDED: For example, changing prices of goods or services, adjusting staffing levels, looking for alternate suppliers, etc.?

Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue I'm now going to show you a list of things the Government of Canada could do to help support workers and industries impacted by any tariffs. For each one, I'd like to gauge whether you support or oppose the Government of Canada taking this action. *MODERATOR TO DO A SHOW OF HANDS FOR EACH AND ASK WHY THEY SUPPORT/OPPOSE.*

Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue
SHOW ON SCREEN:

- Waiving the waiting period for EI benefits for workers laid off because of tariffs
- Offering interest-free loans to businesses in sectors affected by tariffs
- Providing a wage subsidy to businesses in sectors affected by tariffs
- Increasing EI benefits for workers laid off because of tariffs
- **Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue** Let's say the U.S. imposed tariffs and Canada responded by restricting energy exports, notably hydroelectricity and oil and gas, to the U.S. Would you have any concerns?
 - **Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue** Do you see any benefits for Canada?
- **British Columbia, Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada** What else, if anything, should the Government of Canada do to try and ensure the U.S. does not impose broader tariffs against Canada, either in the short or longer term?
- **Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue** Have you seen, read, or heard anything about Canada's internal market or interprovincial trade, or something similar?

- Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue IF YES: What have you heard?

Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue There have been discussions about making it easier to trade internally between provinces and territories, as well as making it easier for qualified workers to work in any location in Canada.

- Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue What are your thoughts about this?
 - Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue Do you think these kinds of actions will help strengthen Canada's economy? What makes you say that?
 - Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue IF NOT RAISED: Do you think these kinds of actions will help Canada weather any economic challenges due to tariffs or other international trade issues?

Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec To facilitate internal trade, there have also been discussions about having transmission lines that could bring electricity from east to west, and pipelines that could bring oil and gas from west to east.

Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue As part of making internal trade easier, there have also been discussions about having transmission lines that could bring electricity from east to west, and pipelines that could bring oil and gas from west to east.

- Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries What are your thoughts about this?
 - Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue Do you see any benefits to more transmission lines and/or more pipelines across the country?

- **Prairies Living Paycheque to Paycheque, Quebec, Atlantic Canada, Western Canada Workers in Resource-Driven Exports/Cross-Border Industries, Atlantic Canada Quebec Saskatchewan Manitoba Canada-US Relations as a Top Issue** Do you have any concerns?
- **National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy** Some have said that Canada should do whatever it takes in response to U.S. tariffs on Canadian goods, no matter how painful; others have said Canada shouldn't take any countermeasures, as this will just make things worse for Canadians.
- **National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy** Thinking of these 2 positions as the end points of a continuum, where do you land? That is, how far, if at all, should the Government of Canada go in its response to tariffs? What makes you say that?
 - **National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy** PROBE IF NEEDED: At what point, if at all, do you think the response would be too far?
 - **National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy** Where do you think Canadians in general land on this continuum?
- **National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** If we think of a scale, where 1 represents that Canada shouldn't take any countermeasures, as this will just make things too hard for Canadians, and 10 represents that Canada should do whatever it takes, no matter how painful for Canada, where do you land on this scale? Essentially, is there a point at which you think Canada's response would become too painful for our country and Canadians, and so the federal government should not do that?
 - **National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** If no measure is too far (Canada should do whatever it takes), what makes you say that?
 - **National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** If there's a point at which it becomes too painful: what are the kinds of potential countermeasures that you think would be too painful for Canadians?

National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries Now, thinking about a "Buy Canadian" strategy encouraging consumers to purchase Canadian products and services....

- **National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries** What are your thoughts about this strategy?

- National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries How long do you think most Canadians will be willing to buy Canadian goods and services?
- National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries And if we broaden this to a “Choosing Canadian” strategy in all aspects of our lives, what does this mean to you?
 - National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries What are some examples of pro-Canada actions you or other Canadians could do?
- National Social Media Opinion Leaders on Trade and the Economy, National SME Owners in Export-Dependent Sectors, Quebec Workers in Major Cross-Border Industries When you think of what it means to be Canadian, what feels Canadian to you? What images or behaviours or things of that nature come to mind?

CONCLUSION (5 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn’t discussed.